17

courant alternatif

Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Mars 1992 - 25 francs

DEMAIN ON RASE GRATIS

C.E.I. : TIERSMONDISATION ?

M 1292 - 17 - 25,00 F

STRASBOURG
L'EGLISE PROTESTANTE CONTRE LES DEBOUTES

ALGERIE
NI FIS NI FLN

QUAI DE LA GARE
UNE VICTOIRE ?

EDITORIAL

Le temps des élections étant revenu, le peuple de gauche — en admettant que cette expression veuille encore dire quelque chose — se voit sollicité de toutes parts et reçoit un discours devenu habituel : « Si vous ne votez pas pour le candidat de gauche, vous faites progresser l'extrême droite ». Choisissez entre la peste et le choléra, entre le PS et le choléra. Pourtant il semble que ce discours ne marche plus et que le PS soit bel et bien fichu : après avoir fait donner les auto-pompes contre les infirmières, il est rejeté de la grande manif anti-raciste du 25 janvier, et Véronique Neiertz, Secrétaire d'Etat aux Droits des femmes, est chahutée lors des Etats généraux sur les droits des femmes, un milieu pourtant traditionnellement favorable aux socialistes.

A cela s'ajoutent les différents scandales qui discréditent le parti au pouvoir, dont le dernier, l'hospitalisation en France de Georges Habache, a montré l'incapacité du gouvernement à assurer les quelques valeurs humanistes qui sont censées fonder sa tradition. Le leader du FPLP est certainement moins sanguinaire que nombre de chefs d'Etat étrangers reçus en grande pompe, mais sous prétexte qu'il était opposé à la conférence de Madrid, il fut présenté comme un terroriste international.

Les sondages semble d'ailleurs démontrer que le PS va se ramasser ; il risque de réaliser, dans certaines régions, des résultats inférieurs au FN, voire au PC. Ce que confirme la législative partielle de février dans la 4ème circonscription du Nord où le candidat PS est passé de plus de 30 % aux élections précédentes à moins de 15 %, devancé par le candidat FN.

Certains résultats de ces élections sont d'ores et déjà prévisibles : une augmentation du taux d'abstention et une campagne médiatique sur les résultats alarmants du FN (alors que même si les pourcentages de ce parti augmentent, le nombre de ses électeurs, un peu moins abstentionnistes que les autres, diminuent.

Le PS pourrait donc en profiter pour tenter un nouveau sursaut autour de ses deux derniers grands thèmes : l'Europe, qui n'intéresse pas grand monde, et surtout le barrage contre l'extrême droite. C'est le vieux discours du front républicain antifasciste qui se reposera, et tous ceux qui ne feront que de l'antiracisme, que de l'anti-fascisme, seront alors totalement laminés. Sans compter qu'une recomposition social-démocrate risque de s'opérer sur d'autres partis. Cela est en train de se faire actuellement autour de deux formations : Génération-écologie, parti écolo « réaliste » qui accueille en son sein de plus en plus de démissionnaires du PS, ou encore « le Manifeste contre le Front national » créé par des députés socialistes.

Encore une fois nous ne devons rien attendre des élections, et ne pas nous laisser berner par l'argument du vote utile. Les exemples historiques montrent que chaque fois que les révolutionnaires ont fait alliance avec la social-démocratie, ils ont été éliminés après avoir été utilisés. De même qu'un résultat électoral n'influence jamais une lutte, si ce n'est dans le mauvais sens lorsque le découragement suit la promesse non tenue.

En fait, c'est bien ce système basé sur l'hypocrisie électorale qu'il faut remettre en cause. Un système qui cherche à s'imposer comme étant immuable et universel, mais qui n'est que le moyen de choisir son oppresseur. Le raz de marée du FIS en Algérie, et l'élection par 83 % des voix du dictateur ukrainien Gamsakhourdia sont là pour le prouver.

La façon dont les peuples non occidentaux refusent ce système en votant pour des dictateurs ou en s'abstenant massivement, montre que le Nord n'arrive pas totalement à imposer son diktat et n'est toujours pas parvenu à pacifier le Sud, contrairement à ce qu'il a opéré dans nos sociétés. Par la solidarité internationaliste, nous avons tout intérêt à soutenir ces peuples dont la lutte aura des retombées jusque chez nous.

De la même manière, nous devons remettre en avant l'idée d'utopie sur nos lieux de vie, sur nos lieux de lutte. Reprendre les mots d'ordre et les analyses théoriques, foisonnantes dans les années 70, en les réactualisant et en les affinant. Reprendre la critique du travail, de l'éducation, de la famille, de la morale, du pouvoir... et lancer de nouvelles revendications.

Si nous sommes dans une période où le fatalisme domine, où les vieilles valeurs traditionnelles et réactionnaires reviennent en force, où le repli identitaire se traduit par un corporatisme exacerbé, nous ne devons pas pour autant sombrer dans le défaitisme. Partout où cela est possible, en fonction des possibilités et des moyens, nous devons maintenir la critique et la contestation.

En cette période de décomposition idéologique, de disparition du mythe socialiste des pays de l'Est, tout est possible.

Il n'y a d'espoir que tant que la lutte subsiste.

Lyon le 23.2.92.

LA SITUATION ALGERIENNE

Nous publions ici une interview d'un militant trotskyste algérien auquel s'est joint un Kabyle proche du Front des Forces socialistes (FFS).

CA. Quels sont les conséquences de 30 ans de dictature du FLN ?

Karim 1 : La prise du pouvoir par le FLN en 1962 et la répression qu'il a mené contre toutes les autres formations politiques ont privé le peuple algérien d'un véritable débat idéologique et politique sur leur avenir (débat que 130 ans de colonisation française avaient déjà occulté). Ces trente ans de dictature ont instauré un vide politique total dont le FIS a profité à partir des années 1985-86.

De plus, la gestion économique du FLN n'a guère été meilleure : le choix du développement intensif de l'industrie pétrolière et la corruption érigée en système (estimée à 26 milliards de dollars) n'ont pas permis un réel développement économique et les chutes des prix du pétrole en 1986 ont plongé le pays dans une grave crise.

CA. : Comment le FIS est-il parvenu à constituer la principale force d'opposition en Algérie aujourd'hui ?

Karim 1 : Des groupements politiques à orientation islamiste ont toujours existé en Algérie, mais c'est à partir des années 1985-86 que le FIS a su sortir de son état groupusculaire en profitant de la crise économique qui commençaient à se faire sentir. Il est ainsi devenu le catalyseur de toutes les oppositions. Grâce à ses solides appuis financiers (Arabie saoudite) et au statut particulier des mosquées (seuls lieux qui échappent à la dictature FLN) il a pu développer sa propagande auprès des masses algériennes et constituer des « coopératives » (magasins d'alimentation moins chers que les autres). Par cette double politique (idéologique et économique), le FIS a su cristalliser autour de son image libératrice et anti-impérialiste, le mécontentement des Algériens. Une anecdote significative : en Algérie, il y a partout des antennes paraboliques (paradiaboliques comme dit le FIS). Le téléspectateur algérien reçoit des images qui viennent de France lui montrant une société. Quand il éteint la télé et qu'il sort de chez lui, il ressent une frustration totale car il ne peut trouver ces produits de consommation. Il y a une scission totale entre la réalité télévisuelle et la réalité quotidienne.

Karim 2 : Un film la résume très bien : "De Hollywood à Tamanrasset".

CA. : Et pour l'immigration ?

Karim 1 : le FIS y a très peu d'emprise (sauf à Marseille) même si il y a beaucoup d'Algériens qui vont dans les mosquées. C'est vrai que la population immigrée d'origine algérienne est défavorisée comme le sont les gens qui adhèrent au FIS, mais les jeunes ne vivent pas le même réalité. En France, quand ils éteignent la télé... il ne peuvent pas acheter les produits de consommation... mais ils peuvent les voler, c'est là la différence !

CA. : Pouvez-vous analyser la composition sociale du FIS ?

Karim 1 : D'un point de vue d'abord géographique, le FIS est essentiellement un phénomène urbain, car l'Algérie connaît depuis 30 ans un exode rural important et l'on sait que le processus d'acculturation provoque très souvent des crises identitaires. Pour ce qui est de la composition sociale, on peut dire que le FIS repose à l'origine sur la petite bourgeoisie urbaine ("intellectuels" mais surtout commerçants, qui vivent et font vivre "l'économie parallèle"). Aujourd'hui, le FIS bénéficie bien sûr du soutien des classes populaires qu'il a su convaincre, surtout après 1988. Quant à la grande bourgeoisie, il semble qu'elle soit partagée à l'égard du FIS. Le patronat de l'industrie lourde (ciment, hydrocarbures...) a constitué un comité national de sauvegarde de l'Algérie qui soutient le régime en place. Par contre la bourgeoisie liée au commerce (celle qui importe des produits occidentaux) est davantage tentée par l'aventure islamiste.

CA. : Certains pensaient qu'une cohabitation était possible entre le FIS et l'Armée...

Karim 1 : Au lendemain des élections, beaucoup émettaient cette hypothèse qui était fondée. En effet il y a eu en Algérie une hésitation de la part de la grande bourgeoisie qui pouvait admettre à contre-cœur l'intégrisme. Cette hésitation était aussi perceptible au niveau de l'impérialisme ; en effet, la CEE a été en état d'attente. Puis, pour des raisons économiques il y a eu le coup d'Etat. Rapidement la CEE a approuvé ce coup d'Etat. La présidence de la CEE, tenue actuellement par le Portugal, a déclaré qu'il fallait l'ordre et que que l'Armée le rétablirait ; en conséquence la CEE va aider l'Algérie ! Le coup d'Etat permet d'imposer un régime de terreur qui est nécessaire au FMI pour mettre en place son plan de redressement et qui coïncide avec les mesures que viennent d'annoncer le gouvernement. A ce propos, la *Tribune de l'Expansion* dit qu'elles vont contraindre les Algériens à se serrer la ceinture ! Quand on connaît, sur le terrain, les conditions de vie du peuple, il n'y aura bientôt plus de ceinture !

Actuellement il y a un consortium bancaire qui se met en place, et maintenant que l'ordre public est rétabli, qu'on a normalisé en apparence la situation, qu'on a supprimé toute vie politique... les affaires peuvent reprendre pour le FMI et la CEE ! A ce niveau je vous appelle à *boycotter le Crédit Lyonnais qui vient de décider de débloquer 1,5 milliards de dollars pour le gouvernement algérien qui survit grâce à cela.*

C.A. : Quelle a été l'attitude du FLN vis-à-vis du FIS ?

Karim 1 : Jusqu'en 1990, le FLN a ignoré, ou fait semblant d'ignorer la progression du FIS. Les élections municipales de 1990 ont été le premier signal d'alarme car les islamistes y ont fait de bons résultats. Depuis deux ans, le FLN se « préoccupe » du FIS, et sa tactique consistait à proclamer : d'un côté le FLN défenseur de la démocratie et de l'autre le FIS, symbole de la réaction. Mais cette bipolarisation de la scène politique, voulue et entretenue par le pouvoir, n'a pas profité au FLN, comme en témoignent les résultats des dernières élections. On est tenté de faire le parallèle avec le parti socialiste en France, « défenseur de la démocratie », diabolisant le Front national pour limiter le désastre électoral qui s'amorce.

CA. : A propos d'élections, que vous ont inspiré les résultats du mois de janvier en Algérie ?

Karim 1 : Les médias occidentaux ont présenté le FIS comme le grand triomphateur de cette consultation électorale. Il faut largement relativiser cette victoire. Que constate-t-on ? Le FIS a fait 3,2 millions de voix, le FLN 1,6 millions et le FFS 500 000. Mais il ne faut surtout pas oublier que 5 millions d'Algériens ne sont pas allé voter, 1,5 million ont déposé un bulletin blanc, 900 000 cartes d'électeur n'ont pas été distribuées et un million ne sont pas inscrits sur les listes électorales.

CA. : Quel avenir se profile à l'horizon ?

Karim 1 : La question la plus importante pour l'avenir de l'Algérie est celle de la dette. Jusqu'en 1988 elle était un secret d'Etat. Qu'en est-il aujourd'hui ? L'Algérie doit 26 milliards de dollars au FMI et ses revenus pétroliers suffisent à peine à rembourser les intérêts annuels. Depuis 1989, les différents gouvernements cherchent à faire des économies par tous les moyens : baisse des salaires réels, liquidation des acquis sociaux, privatisation des entreprises non rentables. Toutes ces mesures ne font qu'attiser le mécontentement social. De plus cette dépendance financière et économique n'est pas pour les Algériens quelque chose de diffus, d'invisible. En effet, le FMI a un pouvoir d'investigation total, des « experts » examinent la comptabilité de l'Etat, des collectivités locales, des entreprises. On a vu des ouvriers algériens virer des envoyés du FMI *manu militari* dans certaine entreprises.

Un plan prévoit également la mise sous contrôle direct par le FMI d'un gisement pétrolier important. Les masses algériennes acceptent très mal ce projet et le ressentent comme une très grave atteinte à l'indépendance nationale.

La situation est désastreuse : le pays est éclaté entre des instances financières internationales qui pressurent l'économie pour éponger la dette et une population, jeune et pauvre, spoliée une nouvelle fois de son débat politique et qui s'enfonce de plus en plus dans les méandres des exigences banquières occidentales.

CA. : Pouvez-vous nous présenter le FFS (Front des Forces socialistes d'Aït Hahmed ?

Karim 2 : C'est un parti d'origine Kabyle qui veut regrouper tous les démocrates algériens. Son principal slogan est : « Ni Etat policier, ni Etat islamique », c'est-à-dire ni FLN ni FIS. Sa référence est la démocratie parlementaire occidentale.

CA. : Et au niveau économique, c'est le capitalisme ?

Karim 2 : Il veut instaurer une économie de marché, ce que le FLN a d'ailleurs commencé à faire mais sans succès. A titre personnel j'ai totalement confiance dans le programme du FFS : libre circulation, propriété privée des moyens de production... L'antithèse totale du régime qui était encore en vigueur il y a quelques temps en URSS. L'Algérie a d'ailleurs copié l'URSS et les deux Etat ont eu des

QUELQUES CHIFFRES

Depuis 1983-1984, l'Algérie est sévèrement touchée par une crise économique qui s'est considérablement aggravée en 1986 avec la chute des prix des hydrocarbures (95 % des revenus de l'exportation algérienne). En 1983, le pétrole et le gaz rapportaient 57 milliards de dinars. En 1988, les revenus ne sont plus que de 24,2 milliards de dinars. L'Algérie doit toujours faire face à sa dette extérieure de 26 milliards de dinars et aux paiements des intérêts de cette dette, 8 milliards de dollars par an (soit entre 60 % et 80 % des recettes d'exportation).

taux de chômage : 25 % de la population active.

Inflation en 1990 : 35 %

Situation démographique : taux d'accroissement de 3, 11 % par an (1966 : 11 millions d'habitants, 1986, 23 millions).

Déficit en logements : 1, 2 millions.

Revenus pétroliers : 1989 : 9 milliards de dollars ; 1990 : 12 milliards.

(Sources : *Le Monde diplomatique* n° 455, février 1992)

liens importants, notamment sous Boumédienne où l'économie et l'Armée étaient dirigées par des technocrates soviétiques.

Karim 1 : Il y a en effet une référence à l'Occident quant à la démocratie, aux libertés publiques, mais aussi une référence au mouvement ouvrier traditionnel européen. C'est ainsi que dans son programme il y a des domaines réservés aux entreprises publiques. Au niveau politique, sa référence au « ni Etat policier, ni Etat islamique » a impliqué un certain courage. Le FFS a condamné l'annulation des élections. Aït Hahmed a dit que si le FIS était un danger, c'est aujourd'hui l'Armée qui le devient en tirant sur le peuple dans les quartiers.

La comparaison entre l'Algérie et l'Europe de l'Est va plus loin. Il y a un parallèle à faire quant à l'écroulement de ces deux régimes. C'est un Etat policier qui utilise comme légitimité le socialisme avec en plus l'Islam. Il ne faut pas oublier que c'est le FLN qui a fait de la femme algérienne une incapable majeure, et de l'Islam la religion d'Etat.

Mais il est exagéré d'affirmer que les soviétiques ont monopolisé l'Algérie depuis 62. Après 81, on a eu une présence américaine importante du fait du départ des soviétiques au niveau du pétrole et des sciences. Il ne faut pas oublier non plus que la France a toujours été présente. Sous les derniers gouvernements cette présence française s'est concrétisée par un cabinet dit d'*Audit* qui épaulait le premier ministre, et celui de l'économie...

Karim 2 : Pour en revenir au FFS, c'est le seul parti institutionnel qui propose un statut de la femme. A la grande marche en mai, organisée par lui, il y avait beaucoup de femmes qui ont une profession dans l'enseignement, la santé...

CA. : L'immense majorité des femmes algérienne est réduite à l'esclavage

Karim 2 : Oui ! Mais il y a eu quelques progrès en 20 ans.

Karim 1 : D'après les statistiques, jusqu'au Bac les filles ont de plus mauvais résultats que les garçons. Par contre à l'université c'est le contraire ! Il y a de nombreuses étudiantes qui veulent réussir, c'est le seul moyen qu'elles ont pour s'en sortir. Mais légalement elles sont toujours des incapables majeures. Un exemple, pour sortir d'Algérie, elle doivent avoir l'autorisation de leur mari. A signaler qu'en France ce n'est que depuis 75 que le domicile fiscal de la femme n'est plus automatiquement celui de son mari !

Pour en revenir au FFS, il y a des éléments biographiques chez Aït Ahmed qui ne laissent pas présager un avenir radieux pour l'Algérie. Il est issu du FLN, il a été membre de l'organisation secrète qui, pendant la guerre d'indépendance, a massacré l'opposition.

Karim 2 : Il a rompu avec le FLN !

Karim 1 : Boudiaf aussi !

Karim 2 : Mais pendant cette guerre, qu'est-ce qui unissait les Algériens ? Rien ! Aucun projet de société, si ce n'est l'indépendance !

CA. : En Kabylie, la place de l'islam est-elle la même que dans le reste de l'Algérie ?

Karim 2 : Pas du tout ! En Kabylie il y a des mosquées qui sont surtout fréquentées par les personnes âgées. Mais, depuis l'apparition du FIS en 87, des jeunes Kabyles, qui ne sont pas encore majoritaires, ont été séduits par ce parti. Globalement la Kabylie est croyante mais ce qui fait la différence avec l'Algérie de langue arabe, c'est la pratique religieuse.

Karim 1 : A cela il y a des causes historiques. La Kabylie est une zone rurale qui avait été christianisée. De plus, c'est une minorité, et qui a, de ce fait une tradition de résistance. La culture et la société kabyles ont été niées par le FLN.

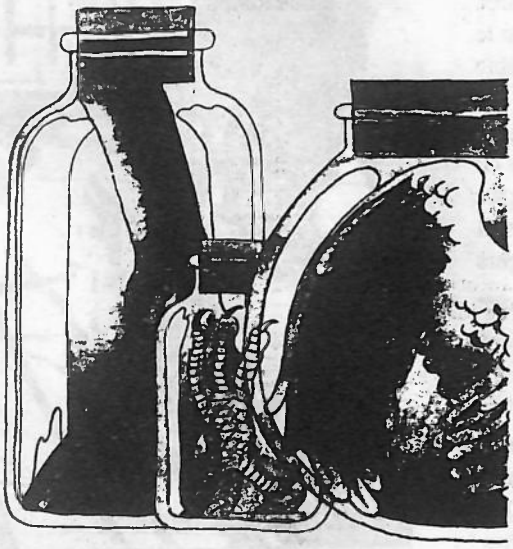
CA : On a l'impression en regardant certains reportages TV ou en écoutant certains commentaires, que la violence de l'Etat ne touche que les militants islamistes. Qu'en est-il ?

Karim 1 : Au niveau politique il y a déjà tous ceux qui soutiennent d'une manière ou d'une autre le coup d'Etat. Il s'agit du rassemblement pour la culture et la démocratie, le mouvement démocratique algérien de Ben Bella, le parti de l'avant-garde socialiste (équivalent du PCF). Ce dernier a d'ailleurs toujours collaboré avec le FLN. Il faut ajouter à cela l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) qui vient de créer avec les syndicats patronaux un comité national de sauvegarde de l'Algérie. Malgré tout, la répression ne touche pas que le FIS et la mouvance intégriste. Il y a aussi le Front des forces socialistes et des groupuscules trotskystes qui, eux aussi, ont dénoncé le coup d'Etat. Il faut bien comprendre que ce coup d'Etat a renforcé le FIS et lui donne, dans certaines franges de la populations urbaine, une légitimité.

Au niveau de la population, c'est sûr que les petits bourgeois, les fonctionnaires rentrent chez eux. Il attendent que l'Armée fasse leur boulot de répression. Par contre, les gens qui sont les exclus de l'Algérie et en particulier les jeunes, ont tout intérêt à être dans la rue et à lutter contre ce régime. C'est ainsi que l'Armée ne tire pas que sur des militants, mais sur le peuple algérien.

CA. : Une dernière question : le pouvoir algérien a été le principal soutien du Front Polisario au Maroc. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Karim 1 : Pendant longtemps, l'Algérie a été le bailleur de fond, le soutien logistique du Front Polisario dans sa lutte pour l'indépendance vis-à-vis du Maroc. Depuis Chadli, avec le projet de l'Union du Maghreb arabe, le Polisario a été mis de côté. Aujourd'hui, c'est encore plus grave car Boudiaf, en 1975, alors qu'il était réfugié au Maroc, a adopté les positions d'Hassan II. Il faut rappeler que sur cette portion de territoire — le Sahara occidental — il y a de nombreuses richesses minières. Dans sa dernière allocution, Boudiaf fait un appel du pied au Roi du Maroc afin de construire l'Union du Maghreb arabe ; il a dit qu'il fallait résoudre la problème du Sahara occidental ce qui implique la liquidation du Polisario.



POUR "COURANT ALTERNATIF" DANS TOUS LES KIOSQUES : ACHETEZ LES BO TEE-SHIRTS !

Trois modèles :

REISER
LE CHAT

50 francs pièce (+ 8 francs de port)
Trois tailles disponibles actuellement
- Grand
- Très grand

LIVRES

LA PIANISTE
Elfriede Jelinek

(trad. de l'Allemand par Y. Hoffmann et M. Litaize)
Ed. Jacqueline Chambon. 250 p. 110 F.

« De ce que notre innocence est parfaite découle aussi que nous avons toujours été innocents. C'est parfaitement logique. La doctrine d'Etat autrichienne, qui n'est rien d'autre qu'une imposture, affirme aussi que nous aurions été le premier pays occupé par Hitler, ce n'est donc pas nous qui aurions pu danser de joie sur la Heldenplatz au moment de l'Anschluss, puisque c'étaient nous les premières victimes, et ceux qui sont devenus des victimes grâce à nous ne comptent donc pas non plus. » E. Jelinek, extrait lu dans un journal le 2.12.91.
Bien sûr ce roman « la pianiste » ne parle pas de « ça » comme Magritte écrivit sous un tableau « ceci est une pipe » alors que, alors que...
« La mère croyait que l'enfant était l'innocence en personne, et voilà soudain que quelqu'un paie un loyer pour pouvoir déloyalement obliger sa fille à tenir ses engagements. » Le sujet est bien le même et aussi gros que Mlle Erika Kohut ne bois pas, ne fume pas, et couche encore à 36 ans dans le lit maternel.

Le refoulé omniprésent dans ce contexte revient alors au galop, mais caché de la mère dans un premier temps puis la tempête éclate, crue et grotesque comme un bouton purulent sur le bout du nez. Le professeur de piano au conservatoire de Vienne, la dame-très-comme-il-faut s'enferme, au sus et non-vue de la mère, dans leur chambre commune, avec un élève de dix ans son cadet. Ce camouflet, ce complot au nom sacré de la mère, fusille les années de luttes maternelles où elle avait « adopté une ambition au lieu d'un enfant. »

Mais là n'est pas encore le sujet central du roman de Elfriede Jelinek. Car il faut savoir qu'elle ne s'abandonne à l'aimé qu'à la condition expresse qu'il la domine — LUI — dans une relation sado-masochiste. Le refoulé ne reviendra au jour que déformé — donc honteux. Il lui faudra « payer » la note de cette éternelle latence de cet « amour de l'échec qui n'est autre que le vice ». Le paroxisme de la non-libération est en fait « l'aboutissement » du roman « La pianiste ». Nous suivons d'abord Erika dans le labyrinthe de sa névrose. Tout à la fois voyeuriste, au Bois du Prater, jouissant du « mal », séductrice, décidée à faire « triompher son esprit des prérogatives du corps. »

« Cependant à l'intérieur où tout est à vif, la tempête ravage ses pâturages encore gonflés de sève ». Il suffit pour brosser son portrait, qui n'est pas si caricatural que « ça » puisque le roman tourne autour d'une phrase applicable à chacun : « Parfois nous échouons dans l'acte, et je serais tentée de croire que cet échec inéluctable est notre but ultime. » Facile dès lors de comprendre que c'est un roman « d'analyse » (merci Dr Freud). Et point n'est besoin de se dédouaner car il ouvre aussi sur les champs opaques de la société autrichienne... Et comme Haider (ext. droite autrichienne) a un bon ami en Le Pen il suffit de sauter la frontière devenue invisible. Et c'est bien d'invisibilité dont il s'agit : la société névrosée rampe sous toutes les portes de l'Europe. « Pour l'heure imbibée de déboires » « ils (qui ? nous, eux ?) s'agglutinent encore autour du malheur qui par bonheur ne les a pas frappés eux ». Parler au cœur du mal-être.

Pour finir, il est indicutable que nous ayons à faire à une grande écrivain (comme en Italie à feu Mme E. Morante), le style est magnifique, la phrase crue et savoureuse — rire d'humour noir —. Jamais elle ne glisse dans le « dégueuli » comme l'auteur du « Voyage au bout de la nuit » l'a trop souvent fait. Pour ne parler que du style.
Egalement paru chez J. Chambon en 1991 « LUST »

Nouvelles du front : lire ou relire les Autrichiens : Karl Kraus, Georg Groddeck.
Récemment paru : Lucie Varga « Les autorités invisibles ». Une historienne autrichienne aux Annales dans les années 30 de Peter Schöttler. Le Cerf, 252 p., 145 F.

Jean-Pierre Sauzon.

RETOUR DE VOL

On nous vole tout. La vie se monnaie, au quotidien, dans les bureaux, dans les usines, en échange de quelques caddies à demi pleins poussés un vendredi soir entre les rayons de l'un de ces hypermarchés, qui sont autant de provocations devant lesquelles seuls quelques loulous de banlieue réagissent encore... On nous vole tout. Le temps, bien sûr, mais aussi l'enthousiasme, les rêves, l'effronterie, tout ce qui fait paraître dérisoire la Roue de la fortune et le rallye Paris-le-Cap, les sanglots sonnants et trébuchants de Patrick Bruel et la nouvelle Renault en vente contre quelques paires de mensualités. On nous vole tout et nous, on paie encore, on applaudit, on en redemande, comme au spectacle. Déprimant.
Le guide de Jeff Combine (1) arrive à une époque où l'on ne parle plus beaucoup des auto-réductions, lesquelles prenaient place dans un mouvement que l'on pourrait qualifier de luttes pour la réappropriation de la vie quotidienne. En un peu plus de 100 pages, il présente différents moyens, en général légaux, pour acquérir sans trop débourser bouffe, boisson, livres, CD, et autres joyeusetés indispensables qui pourtant coûtent les yeux de la tête. Mille combines sont décrites, très simples ou nécessitant quelque préparations, les unes connues, d'autres pratiquement inédites.
Dommage que parmi ces combines, certaines visent les immigrés (comment leur vendre de faux papiers par exemple) : il y a assurément d'autres pigeons à plumer que ceux qui sont plus pauvres que soi... Tout de même intéressant, ce petit guide, et, bien qu'il soit publié en Belgique, la plupart de ces combines sont applicables dans notre beau pays.

Thierry Maricourt.

(1) Disponible en écrivant aux **éditions Chaud Business**, 71 avenue Berheim, 1040 Bruxelles, Belgique. A la même adresse, on trouve également *Jeff gazette*, petite revue de dessins et d'humour, irrévérencieuse mais aux articles parfois un peu « creux ».

UN SERVICE D'INFORMATIONS ALTERNATIF

* annuaire
* calendrier
* sommaires de journaux
* communiqués
* messageries
* associations

3616 ASSOS

PARIS :

LUTTES POUR UN LOGEMENT DECENT

TOUS LES CHEMINS MENENT-ILS A ROME ?

Les luttes pour un logement décent, contre les expulsions, ne datent pas d'hier. En Région parisienne, depuis plusieurs années, il y a eu des luttes, en particulier des réquisitions, qui ont dépassé le cadre du quartier concerné. Un comité s'est fait connaître : le Comité des Mal-Logés (CML). Il a éclaté en 1990, une partie importante de ce groupe a créé l'Association Droit au Logement (DAL).

En plein été 91, une centaine de familles organisées dans l'association DAL occupèrent le quai de la Gare à Paris. Cette occupation sous tentes allait durer quatre mois.

Nous publions ici deux textes contradictoires :

— L'un d'une militante de l'*Alternative libertaire* qui a participé à cette lutte et qui analyse en quoi elle fut, selon elle, une victoire.

— Un bilan d'animateurs du Comité des Mal-Logés regroupés dans le CPVC (Groupe de prolétaires vers le communisme) pour qui le DAL fait partie de ces organisations qui gèrent la défaite des travailleurs, évitant toute perspective d'offensive.

L'OCL, par manque de moyens, n'a pas participé à cette lutte. Mais nous pensons que ces deux textes révèlent deux types de stratégies différentes que nous rencontrons constamment sur d'autres terrain (déboutés du droit d'asile, droit de séjour des immigrés, antifascisme, antinucléaire...). Dans le cas présent, deux questions nous viennent à l'esprit :

- Est-ce que les promesses de relogement définitif faites aux familles seront tenues par l'Etat ? Si oui, effectivement, ce sera une victoire pour elles (mais on sait ce que valent les promesses de l'Etat ; cet été les déboutés du Droit d'asile en grève de la faim en ont fait les frais !)

- Mais, il y a en France des centaines de milliers de familles mal logées (ou pas du tout !). Est-ce que le DAL, qui a su construire un rapport de force institutionnel et médiatique est une réponse à ce fléau ? Nous pouvons en douter comme nous avons douté, sur un autre terrain de lutte, de SOS-racisme, et ceci *dès sa création*.

Par ailleurs, ne soyons pas dupes : toutes les luttes sont aujourd'hui réformistes. Ce qui fait leur différence ce sont leurs capacités à mobiliser les gens directement concernés de manière à ce qu'ils se réapproprient leur environnement social, économique, et leur cadre de vie. Là-dessus, l'expérience nous prouve que toutes les institutions politiques, sociales, associatives, ne sont que des freins. Certains pensent qu'on peut s'en servir, à condition d'avoir le rapport de force nécessaire afin d'éviter de se faire berner.

Reims.

133 QUAI DE LA GARE : UNE VICTOIRE

Ça y est : après 4 mois jour pour jour de lutte, le quai de la gare, où campaient une centaine de familles organisées dans l'association Droit au logement (DAL), est désert.

Après plusieurs mois de piétinement dans les négociations, des fausses rumeurs, d'intox de la part de la mairie de Paris, du préfet de région, etc., les délégués des familles ont négocié leur relogement directement avec les autorités publiques.

UN CONTEXTE D'URGENCE

Les négociations réunissaient 5 délégués des familles, le collectif d'avocats (dont maître De Felice), un représentant d'Emmaüs, plusieurs de l'ARIL (1) et le préfet de région Ile-de-France, M. Sauter.

Menées en une semaine au cours de laquelle il y eut plusieurs rencontres, les négociations ont abouti — malgré les compromis inévitables — à une issue positive de la lutte du quai de la Gare. Elles se sont déroulées dans un contexte particulier, puisqu'il semble bien que les consignes reçues par les représentants des pouvoirs publics aient été de « récupérer » le site avant le 15 novembre au plus tard. Passée cette date, le camp aurait été évacué par la force — encore plus facilement s'il ne restait plus qu'une poignée de familles ayant refusé le solution provisoire « baraques de chantier » —, sous le couvert d'une opération humanitaire contre le froid, expulsant, pour leur bien, ces familles d'irréductibles certainement manipulées par on ne sait quels gauchistes.

Jusqu'au 12 novembre, le suspense demeurait : les familles concernées par la transition en baraques de chantiers allaient-elles accepter de quitter le quai de la Gare ou n'accepteraient-elles de partir que pour emménager directement dans le logement-passerelle ?

LES ACCORDS

Mais revenons-en aux accords passés entre les familles et la préfecture.

TOUTES les familles du quai de la Gare ont reçu, le 12 au soir, de la main des avocats, un engagement nominatif de l'Etat, concernant leur relogement définitif, dans un délai de 6 mois à 3 ans, dans le cadre du plan départemental prévoyant 600 logements destinés aux plus démunis, en application de la loi Besson. En attendant ce relogement définitif, les familles seront logées dans des appartement adaptés à leurs besoins (nombre d'enfants, proximité du travail...), dans leur département d'origine, pour la plupart. Reste qu'une quarantaine de familles n'avait pas d'appartements prêts à les accueillir le 12 novembre, dont une trentaine qui devait emménager dans un immeuble situé dans le 13ème (Boulevard Vincent Auriol), les travaux de réfection n'étant pas encore achevés. Ces dernières furent réparties dans les baraques de chantier sur deux sites aménagés par la préfecture : quai d'Austerliz et quai de Bercy. La dizaine de famille restant a été installée dans ces mêmes « Algeco » à côté du boulevard Berthier, Porte d'Asnières. Ces dernières seront relogées à titre définitif d'ici le printemps, dont une partie par la ville de Paris (celles dont le père est employé par la ville).

Les familles du quai d'Austerliz ont emménagé boulevard Vincent Auriol début décembre, comme cela était prévu. Celles du quai de Bercy ont du attendre fin décembre.

UN BILAN POSITIF

Si le passage par les baraques de chantier a laissé un goût amer aux acteurs de la lutte, il n'en reste pas moins que les familles et les militants investis dressent un bilan positif de cette lutte. Début décembre, il ne restait qu'une vingtaine de familles (sur 103) non encore relogées et la période des grands froids est rendue supportable par l'installation dans des baraques neuves, spacieuses et surtout chauffées. La bataille menée actuellement par les militants et les familles du DAL concerne le respect scrupuleux des engagements signés, le suivi des familles dans chacun de leur logement passerelle jusqu'au relogement définitif et la vigilance indispensable pour éviter que l'installation de bidonvilles d'Etat (camps de baraques de chantier) ne devienne la réponse aux problèmes de relogement d'urgence.

Hormis le sort des 103 familles du quai de la Gare, les acquis de cette lutte sont nombreux. Elle a permis l'application concrète (ou son accélération) de la loi Besson (votée en mai 90) ; les jugements rendus par le tribunal saisi par les avocats (demandes de délais pour éviter l'expulsion) qui, d'une part, ont établi que le trouble à l'ordre public serait plus important par l'expulsion des familles que par l'occupation d'un terrain ne leur appartenant pas, et d'autre part ont clairement enjoint les pouvoirs publics à dialoguer pour trouver une solution. Ces décisions s'inscrivent dans une reconnaissance du droit au logement comme un droit fondamental, et elles feront jurisprudence. Durant cette lutte, le nombre des expulsions sur Paris a chuté de façon étonnante, le problème des expulsions sans relogement est enfin posé clairement aux pouvoirs publics et l'opinion public y a été sensibilisée.

De leur côté, les juges pour enfants de Paris et notamment le Président du tribunal pour enfants de

1. Fédération d'associations chargées d'établir les dossiers de relogement des familles.

Paris, ont pris position par rapport à d'éventuelles demandes de placement des enfants par les autorités publiques en établissant que les conditions de vie des enfants, aussi dramatiques soient-elles, résultaient d'une carence des pouvoirs publics et non de la cellule familiale. Une des craintes essentielles des familles, c'est-à-dire qu'on leur enlève les enfants pour les placer à la DASS, était alors levée.

Les enfants ont, pour leur part, saisi la cour de justice européenne et l'ONU pour non respect de la Charte européenne des droits de l'Homme et de la Convention internationale de l'enfant.

La loi de réquisition des appartements vides, dont l'application a été réclamée à cors et à cris par des familles, le DAL, et nombre d'organisations les soutenant, a ainsi été rappelé à la mémoire défaillante des élus. Une idée qui pourrait faire son chemin...

Enfin, rappelons-le, et c'est l'essentiel : le quai de la Gare est une lutte qui a gagné ! Et c'est assez rare par les temps qui courent pour le souligner !

■ UNE LUTTE FORMATRICE

500 personnes, qui ne se connaissaient pas avant, ont vécu 4 mois, jour pour jour, une lutte collective, au quotidien, dans la poussière et dans la boue, sous des tentes américaines de la dernière guerre mondiale.

Il a fallu se parler, se comprendre, s'organiser en passant outre les barrières culturelles, ethniques et religieuses. Et si cela n'a pas toujours été facile, la violence est toujours restée verbale. Les occupants du quai de la Gare ont appris à connaître ce que bon nombre de citoyens français ignorent, en recevant pratiquement un cours d'instruction civique accéléré ; ils ont appris la lutte collective et sont allés négocier eux-mêmes leur relogement. (Pourtant, à majorité africains, les acteurs de cette lutte ne savaient, pour une partie importante, ni lire ni écrire. Alors, ce n'est pas de l'intégration, ça, Monsieur le Ministre ?). Le DAL, qui a été soigneusement écarté des négociations, et partageait entièrement l'avis des familles, a vécu cet épisode comme l'un des fruits de cette lutte : les familles prenaient en charge elle-même leur combat et cela, jusqu'à l'étape finale.

■ LE SOUTIEN

Si la liste des organisations, syndicats, et associations soutenant le quai de la Gare était impressionnante, il n'en était pas de même pour le nombre de militants réellement investis sur le terrain. (environ 15, y compris les militants de DAL, ont réellement suivis, soutenu et travaillé du 13 juillet au 13 novembre). Si les beaux jours et les vacances ont amené quelques aides ponctuelles, les jours les plus durs on comptait les réels soutiens, en terme d'individus comme en terme de volonté politique des organisations et associations.

La nature même de cette lutte et ses différents aspects se heurta très vite au vide politique qu'on appelait « la gauche » et au soutien très faible de l'extrême-gauche. En ce qui concerne la gauche parlementaire, le PS au pouvoir était, de fait, notre adversaire au même titre que le RPR, par le biais de la ville de Paris. Le PC, lui, ne pouvait guère apporter son soutien centralement à des gens qui remettaient en question leur politique de logement social et les critères d'attribution de ces derniers à Paris mais aussi en banlieue, dans certaines de leurs municipalités, dont Montreuil ou Romainville.

L'extrême gauche, pour sa part, traversant des périodes de doute profond, n'a apporté qu'un soutien timide et critique. Seule la LCR a mobilisé ses forces au début, pour les retirer ensuite, jugeant la lutte « réformiste ».

Restent les libertaires. Le dinosaure de l'anarchie, la FA, est resté superbement à l'écart du quai de la Gare, comme l'UA, l'OCL, etc., et seule l'Alternative libertaire s'est investie sur ce terrain, du premier au dernier jour.

Côté syndicats, les signatures sont souvent restées des déclarations d'intention et c'est le SUD/PTT, et le SGEN Paris que nous avons vu le plus sur le terrain, même si d'autres ont apporté ponctuellement une aide prépondérante.

Les associations antiracistes ont été nombreuses, car le problème du logement est étroitement lié au racisme en cette période de xénophobie galopante. Mais, comme les associations caritatives, si elles apportent un soutien parfois essentiel, notamment en terme médiatique et de sensibilisation de l'opinion publique, elles ne fournissent pas de militants sur le terrain et leurs axes de lutte sont parfois difficilement conciliables avec celles qui se situent clairement dans le champ politique.

■ REFERENCE

Lutte phare pour le logement, le quai de la Gare est aussi le reflet de ce que peuvent être aujourd'hui les alliances objectives contractées lors de la lutte. Une lutte taxée de « réformiste » par ceux qui n'ont pas daigné s'y investir, mais quelle lutte aujourd'hui ne l'est pas ? Faire grève pour une augmentation de salaire ne le serait pas ? Et se battre pour la liberté d'expression ? Parlons sérieusement. Les victimes de la spéculation, de la politique du logement, ceux qui se retrouvent à la rue ou dans des taudis subissent les restructurations capitalistes et ses conséquences. Ces populations en voie de quart-mondisation, de plus en plus nombreuses, sont le produit d'une société à deux vitesses qui mène à leur exclusion pure et simple, sur fond de fascisation de la société.

Se battre à leurs côtés, c'est construire la riposte au fascisme et au racisme. Se battre pour un droit fondamental tel que celui du logement, c'est se battre pour les droits qui en découlent : éducation, santé, vie sociale et civique, possibilité de trouver ou de garder son emploi, etc.

Au regard des politiques urbaines et du logement dans l'Europe entière, on peut malheureusement craindre que ce combat soit promis à un avenir florissant. Luttes de quartier et luttes centrales pour le droit au logement n'ont pas fini de s'étendre et il faut espérer qu'elles pourront se coordonner le plus largement possible en France et en Europe.

Mareyne le 8.12.91.
Article paru dans le n°52 de Ruptures,
BP 1, 94501, Champigny cedex.

DE LA PLACE DE LA REUNION AU QUAI DE LA GARE

■ UN PEU D'HISTOIRE

En avril 87, le Comité des Mal-Logés réquisitionne deux appartements HLM de la ville de Paris au 140 rue de Ménilmontant dans le 20ème arrondissement. A l'époque, toutes les organisations qui, plus tard place de la Réunion, soutiendront le comité, nous traitèrent d'aventuristes irresponsables.

En Mai 88 le CML réquisitionne huit autres logements HLM ; cette action suivie 15 jours plus tard par l'occupation de l'OPHLM de la Ville de Paris, marque le début d'une lutte pour le droit au logement des travailleurs.

L'action indique d'elle-même les revendications : des logements décents à bas prix (les familles proposeront 800 F. de loyer à l'Office), et situe les responsabilités : pouvoirs publics (État, mairie). D'autres réquisitions suivront et quotidiennement, la résistance aux expulsions et la lutte contre les marchands de sommeil s'organiseront.

En mai 90, deux immeubles abritant des permanences du comité sont expulsées et 48 foyers sont jetés à la rue. Ces expulsions interviennent alors que des divisions internes ont paralysé le comité.

Lors de deux années de lutte, les mass-média ont développé une intoxication déformant le sens de la lutte du CML, masquant les contradictions entre le système et les mal-logés, et cherchant à mystifier les concernés sur des intentions du gouvernement.

Consciemment ou non, nombre d'organisations ou d'individus prétendant soutenir les mal-logés ont abondé dans le même sens et il s'est trouvé des arrivistes au sein du CML, ou autour, pour intriguer auprès des sphères du pouvoir dans le sens de la soumission sans conditions.

Par ailleurs, l'eau courante et l'électricité furent coupées au 92 rue de la Fontaine au roi, Paris 11ème (immeuble HLM neuf de 21 logements réquisitionné en janvier 89 par le CML) rendant la vie impossible aux occupants. Les mobilisations pour leur rétablissement, quoique honorables, n'aboutirent pas, mairie de Paris et gouvernement maintenant la pression pour des négociations truquées.

Bien avant les expulsions, deux tendances étaient devenues antagoniques, l'une prônant la négociation sur la base d'un rapport de force à consolider, l'autre prônant la soumission au gouvernement, en cherchant à monnayer l'opposition à Chirac.

Mais en quelques heures, face aux expulsions du 2 mai 90, les membres du CML ont refait leur unité, se regroupant le soir même place de la Réunion. L'expérience d'années de luttes collectives, l'acquis du travail de popularisation dans le quartier ont permis de

transformer sur le champ la place en un lieu de regroupement pour amplifier la lutte. Le choc de la confrontation passé, les divisions ont refait surface, amplifiées par l'intervention d'organisations politiques et d'autres dites caritatives.

LA CREATION DU DAL

Fort du soutien des organisations, le relogement des familles expulsées acquis, une partie importante des Mal-logés a quitté le comité pour créer l'association Droit au Logement. Association qui après quelques tentatives de mobilisation pour l'application de la loi des réquisitions a été à l'initiative de l'occupation du quai de la Gare.

Le DAL aura mis un peu plus d'un an pour revenir aux pratiques d'antan, en rupture desquelles le CML s'était constitué ; à savoir diriger les luttes dans des impasses afin de faire accepter aux concernés ce qu'ils refusaient au départ : par exemple les bidonvilles « Algéco » de la porte d'Asnières et du quai Austerlitz.

le DAL sera donc constitué au départ par d'anciens membres du Comité des Mal-logés et des représentants d'organisations, dont la liste des plus importantes suit : Emmaüs, LDH, PCF, LCR, Verts, etc.

UNE LARGE UNITE ?

Le rassemblement d'organisations si concurrentes entre elles ne s'explique pas, hélas, par la montée en puissance d'un mouvement leur imposant l'unité, mais parce qu'elles s'opposent en commun à l'une des orientations du CML : construire un rapport de force indépendant, contre les conditions de logement actuelles. On le voit depuis plus de 10 ans, dans la plupart des luttes, ces organisations gèrent la défaite des travailleurs, évitant , voire détruisant toute perspective d'offensive.

Elles sont porteuses *à l'origine* de conceptions réformistes plus ou moins radicales. Dans les périodes d'expansion du Capital elles ont pu obtenir des avantages pour les travailleurs parce que la bourgeoisie pouvait se permettre des concessions tout en se maintenant au pouvoir.

Elles ont pu ainsi dominer les luttes et influencer l'évolution du système. Une telle logique supposait l'abandon de l'internationalisme et de l'anti-impérialisme. Il ne s'agissait surtout pas de gêner l'expansion capitaliste. C'est là l'une des causes objectives de la domination des conceptions chauvines dans la société actuelle y compris dans les luttes, et dans les organisations politiques.

Ainsi, en matière d'immigration, le comportement des militants qui prétendent la défendre par l'assistanat et leur pratique condescendante, frise parfois le racisme.

Avec l'apparition de la crise, on se retrouve face à une bourgeoisie qui non seulement n'a plus l'intention de céder, mais qui, de plus, attaque des avantages sociaux qui semblaient définitivement acquis. Dans ce contexte les luttes, ne serait-ce que pour le maintien de ces acquis, risquent, en se heurtant aux impératifs économiques des capitalistes, de dégénérer en affrontements contre la nature même du système. Dans l'impossibilité de céder, la bourgeoisie tend à se dévoiler pour ce qu'elle est. Plutôt que d'organiser une riposte à la hauteur de l'attaque, les organisations réformistes passent à la soumission cédant sans cesse aux impératifs de l'économie de marché et renvoyant leurs idées généreuses au placard.

En matière d'immigration, attachées à la position impérialiste de la France, elles prônent un anti-racisme charitable, refusant de reconnaître les immigrés comme producteurs de richesses et renforçant de fait le discours lepéniste qui présente les immigrés comme des parasites.

Si ces organisations ont des divergences et des rivalités profondes entre elles, elles font généralement leur unité lorsqu'il s'agit de liquider des luttes qui s'affrontent trop, à leur goût, à la logique capitaliste.

LA CHARITE CONTRE LE DROIT LEGITIME

Emmaüs, l'abbé Pierre et d'autres associations caritatives jouent un rôle à part. Ces organisations sont organiquement liées à l'Etat, elles sont gestionnaires, directement ou par sociétés écran interposées, de fonds pour le RMI, de logements subventionnés par l'Etat, etc.

A l'époque des incendies criminels de 86, elles se sont constituées en groupes de pression pour proposer un « traitement social » de l'aggravation des conditions de logement. (A l'occasion de pseudo-négociations nous avons pu constater des liens entre l'ARIL, chargée de gérer le relogement des expulsés de la

place de la Réunion, la SA Emmaüs dont le président est le fondateur de l'association « logement pour tous », elle-même propriétaire du 67 rue des Vignoles expulsé en mai 90 et depuis lors vide de tout habitant).

Nul besoin d'être un économiste éclairé pour comprendre que le logement HLM n'est plus destiné à assurer le logement des prolétaires. On ne peut que constater que les restructurations industrielles, les plans de rigueur, aboutissent à la paupérisation croissante d'une partie de la population et que dans le même temps le prix des logements ne cesse de croître.

La simple application de la réglementation actuelle (sans parler des futures), conduit à la réapparition de bidonvilles, de cités de transit, au déplacement du pouvoir d'achat des prolétaires vers la satisfaction de besoins immédiats : logement, santé, nourriture. Une telle évolution signifie une modification culturelle de la population et donc pour ce faire, un savant dosage de consensus et de répression.

Le « traitement social » d'une telle évolution, comme les moyens de répression, n'ont rien d'original et sont des versions modernes des vieilles recettes. En exemple : modernisation des bidonvilles en camps de Mobil-home ou cabanes « Algéco » ; redéveloppement des hôtels meublés en hôtels sociaux chargés de contrôler la main-d'œuvre devenue mobile du fait de la tendance à la précarité et à la déqualification ; dérèglement des contraintes de qualité dans le construction du logement ; baux glissants pour augmenter la pression sur les habitants et limiter les impayés : les associations caritatives sont les bailleurs légaux tandis que l'habitant n'est que sous-locataire, ce n'est qu'après une période de mise à l'épreuve qu'il devient locataire en droit et en titre ; nouvelle loi dite « article 61 » qui exclue les « squatters » du bénéfice de la loi d'hiver (trève des expulsions).

D'autres mesures sont du domaine de l'intoxication, destinées à mystifier l'opinion publique : imposer la construction de logements sociaux dans les communes riches, sans crédits spéciaux, revient, vu le prix des terrains à bâtir, à construire des logements pour les couches aisées de la population. Renforcer le contrôle de l'Etat sur les attributions ne signifie nullement qu'à l'inverse de sa propre politique il favorisera le logement des mal logés. L'augmentation de 35 % du budget 90 pour le logement social n'a pas été reconduit les années suivantes. Surtout le chiffre de 35 % est une manipulation, il faut y soustraire l'augmentation globale du budget dû à l'inflation et tenir compte de la part ridicule du budget alloué au logement l'année précédente (35 % de presque zéro, cela fait toujours presque zéro) ; dans cet exemple l'ensemble de la presse s'est faite le complice du gouvernement.

■ CONSENSUS OU REPRESSION

La pilule est des plus dures à faire avaler. A dévoiler trop tôt leurs projets ils risqueraient de passer pour des affameurs du peuple.

Une partie de la bourgeoisie est donc favorable au développement d'un mouvement d'opinion en faveur de la charité, présentant les mutations profondes des conditions de logements comme des mesures d'urgence provisoires. (On a pu voir ce genre de manipulation en œuvre lors de l'instauration du RMI).

Ainsi, la loi Besson présentée comme un « mieux que rien » entérine la fin du mouvement HLM en tant qu'instruments d'une politique de logements décents pour tous. Du point de vue des organisations et des associations caritatives, le Comité des Mal-Logés était un empêcheur de tourner en rond.

Elles ont accepté les propositions offensives place de la Réunion, non qu'elles se radicalisaient, mais dans l'espoir de prendre la direction de la lutte et elles ont réussi incontestablement à marquer des points. Néanmoins elles n'ont pas pu détruire le CML qui reste une critique de leur politique, elles n'ont pu réduire totalement les habitudes prises au cours de la lutte : résistance systématique aux expulsions, tendance à l'autogestion de la lutte, refus de la charité et défense des droits légitimes. Elles se sont vu contraintes de créer le DAL, laissant ainsi une marge de contestation aux mal-logés, plutôt que, comme à leur habitude constituer un cartel d'organisations. Idéologiquement étranger à la lutte des classes (la dérive carriériste de certains de ses animateurs y est pour quelque chose), le DAL n'a pas saisi la dynamique qui avait permis les mobilisations de la place de la Réunion et n'a pas réussi à construire le mouvement d'opinion dont le gouvernement aurait été preneur.

Ce sont les mass-média qui sont devenus leur unique outil de propagande et se sont naturellement les organisations les plus liées au gouvernement qui ont imposé leur domination : Emmaüs, LDH.

Ses militants ont cherché à imposer leurs propres habitudes aux mal-logés : décisions négociées entre organisations et imposées à la base, rétention d'informations, intrigues auprès des sphères gouvernementales ; ce qui a provoqué plusieurs « frondes » au sein du DAL.

En occupant le quai de la Gare, en installant un camping (financièrement contrôlé par Emmaüs) dans un secteur isolé et dans des conditions extrêmement dures, ils se sont assurés de la soumission des familles pour leur imposer ce qu'elles refusaient au départ. D'autres pratiques similaires ont eu lieu dans des immeubles occupés, comme de conseiller à des salariés menacés de saisie sur salaire, de ne pas payer les amendes ou de faire appel aux décisions de justice les concernant (le CML, lui, a toujours pratiqué l'inverse). Ce qui fait peser une menace certaine et place les mal-logés en position défavorable lors des négociations.

Sur le fond, su le DAL ou Emmaüs ont des difficultés à s'imposer comme représentation des Mal-logésx ; si cela les empêche de dévoiler l'ensemble de leurs projets (il aurait fallu un mouvement d'opinion plus fort, pour que le gouvernement voit au travers de l'occupation du quai de la Gare l'occasion de faire plébisciter ses baux glissants en grande pompe), ils continuent néanmoins à marquer des points.

L'abbé Pierre, ex-député et vieux briscard de la politique, construit son image médiatique d'humaniste révolté. La politique gouvernementale est de moins en moins contestée et la notion de sous-logement avance. Le DAL et Emmaüs tendent à devenir un pôle de référence médiatique comme en 1954. La combativité et la mobilisation des mal-logés se désamorce.

QUELLE OPPOSITION AU PROJET CAPITALISTE SUR LE LOGEMENT ?

Si des familles du CML ont rejoint le DAL et si ce dernier a pu regrouper des mal-logés, c'est qu'il n'existe pas aujourd'hui de forces capables d'affronter le système, ni sur le terrain du logement ni sur un autre. L'actualité récente le rappelle, les mouvements des agriculteurs, des infirmières, des assistantes sociales, des ouvriers de l'automobile, etc., n'arrivent pas à imposer leurs revendications. Dans ces conditions, obtenir des relogements par la lutte apparaît aux yeux de la plupart des mal-logés comme une utopie, et ils préfèrent le plus souvent s'orienter vers une soumission plus ou moins négociée. Ceux qui nous prêchent la soumission puisent leur force dans la faiblesse d'un mouvement ouvrier paralysé par des divisions profondes.

En mettant en avant les intérêts des producteurs contre leur exploitation, le CML avait réussi à mobiliser quelques centaines de mal-logés, à susciter un mouvement de solidarité entre prolétaires et à entraîner dans son sillage d'autres catégories sociales, paralysant les points de vue lepénistes pourtant puissants dans les quartiers populaires de Paris. Mais, malgré ses succès locaux il n'a jamais pu prétendre s'opposer à la globalité des restructurations des conditions de logement. Un tel objectif supposerait la mobilisation, l'unification et l'organisation de l'ensemble du prolétariat dans une lutte contre le pouvoir.

En effet, le simple maintient des acquis sociaux passe par la construction d'un rapport de force global contre une bourgeoisie qui ne cèdera partiellement que si elle est menacée dans sa propre existence. Quant à la résolution durable et globale des problèmes de logement, il faut envisager la fin de l'exploitation.

De tels rapports de force se construisent en premier lieu dans les luttes, en réinvestissant les expériences pour développer la conscience et l'organisation du prolétariat pour la défense de ses intérêts. Si un tel travail suppose tenir compte de la réalité du niveau des luttes, il n'autorise pas de se faire les complices d'organisations telles que le DAL qui, loin de développer l'émancipation des prolétaires, s'emploie à maintenir l'exploitation, à diviser, à soumettre et détruire toute identité de classe.

GPVC.
c/o Octobre, BP 781, 75124, Paris cedex 03

ABONNEZ VOUS A COURANT ALTERNATIF

2 Abonnements pour le prix d'un !

IVG

Dans le Rhône, une sous-commission préfectotale vient d'être créée, chargée d'examiner les problèmes liés aux demandes répétitives d'IVG, et envisageant d'adresser les « récidivistes » à un psychiâtre. Qui a dit que le droit à l'avortement était un acquis définitif ?

RACISME

Michel Noir, maire de Lyon, est célèbre pour ses belles déclaration non suivies d'effets. il a notemment une réputation d'anti-raciste pour avoir annoncé, dans le passé, qu'il préfèrerait perdre une élection que faire alliance avec le Front national. Il n'empêche qu'il vient d'interdire à ses maires d'arrondissement de signer les attestations de résidence des travailleurs immigrés vivant à Lyon. Sous prétexte de lutter contre l'immigration clandestine, une telle décision a eu pour conséquence directe d'empêcher ces travailleurs immigrés de recevoir leur famille pendant les vacances ; l'attestation de résidence étant nécessaire pour l'obtention d'un visa pour ces familles. c'est ce qu'on appelle de l'anti-racisme conséquent ! Finalement Michel Noir est revenu sur sa décision à l'issu d'une réunion de maires contre l'extrême droite. Il est vrai que sa décision faisait mauvais genre.

DETRUISONS NOS PREJUGES SEXISTES

Un sondage a révélé que 75 % des femmes de la région centre font attention à leur ligne. Si c'est parce qu'elles ne se sentent pas bien physiquement, c'est normal. Cependant, je crois plutôt que beaucoup surveillent leur poids car les femmes que l'on voit sur les affiches, dans les pubs, les magazines... n'ont pas une once de graisse, et aussi parce que les préjugés connement sexistes veulent que la femme soit maigre pour être attirante. D'ailleurs il faudrait qu'on m'explique pourquoi une femme « ronde » ou obèse n'est pas « belle » ? Parce qu'elle n'est pas conforme aux normes de beauté d'aujourd'hui ? Mais qui a imposé cette définition de la beauté ? Et pourquoi nous laisser imposer ces préjugés débiles ?
Arrêtons de juger les gens selon leur aspect extérieur, arrêtons de vivre conformément à un modèle, jetons les expressions et attitudes sexistes aux ordures, revendiquons le droit d'être nous-même ! Y'a un sacré boulot à faire à ce niveau, dans le milieu rock. (tiré du zine « Pied au cul », voir rubrique zique).

SALUT MORMICHE !

Emmanuel Mormiche est décédé à l'âge de 84 ans dans la nuit du vendredi 7 février 1992. Militant anarchiste et pacifiste de longue date, il a participé à toutes les luttes de ces soixantes dernières années : syndicalisme révolutionnaire, Front populaire, refus de la deuxième guerre mondiale, contre la guerre d'Algérie, Mai 68, antimilitarisme, anti-nucléaire, écologie, éducation, contre-information. Militant anarcho-syndicaliste dans l'Ecole émancipé, il a participé activement au bulletin *l'Anarcho syndicaliste* qui s'est transformé après 68 en *l'Anarcho*, abandonnant ainsi l'étiquette syndicaliste, et dont il fut un animateur infatigable. Il a été de tous ces combats avec amour et enthousiasme et toujours animé par la même constance et fidélité envers ses idées. Sa disparition à Niort, en Deux-Sèvres, mais aussi dans la Région Poitou-Charentes et ailleurs, est ressentie bien sûr comme une grande perte. Nombre de militants libertaires, de différentes générations lui doivent beaucoup dans leur formation : sa constance, ses initiatives, son non-sectarisme, sa clairvoyance et sa gentillesse de tous instants amenèrent nombre de jeunes au mouvement libertaire. Malgré son amertume de ces dernières années, de n'avoir pas vu tous ces combats et toutes ces idées déboucher sur quelque chose de meilleur et ressentant durement l'état du monde en cette fin de siècle, son vœu le plus cher est qu'ici ou là, la pensée, l'esprit critique, la parole, l'insoumission continuent et persitent à souffler, à palpiter, à vivre. La lutte continue ! Vive l'anarchie !
Salut Emmanuel !

FILM DEBAT AIX-EN-PROVENCE

Un film-débat aura lieu le mardi 17 mars 92 à 19h30 à la faculté des Lettres, amphi Guyon, 29 av. Robert Schuman à Aix-en Provence. Le film de Richard Prost *Un autre futur* sera suivi d'un débat en présence du réalisateur et de nombreux militants anarchistes réfugiés dans la région marseillaise au lendemain de la guerre. Le débat portera sur le rôle, le plus souvent occulté, du mouvement libertaire dans la révolution espagnole et sur les perspectives de ce même mouvement face à l'effondrement du capitalisme d'Etat à l'Est et de la crise actuelle du capitalisme occidental. La projection de ce film est à l'initiative du CIRA de Marseille et co-organisée par l'UGEA-UNEF (section histoire), Alternative libertaire, et de nombreuses personnes à titre individuel.

IL VIT SOUVENT LA NUIT

Il vit souvent la nuit n° 8, journal libertaire de libre expression du Béarn, des Landes et du Pays Basque, vient de paraître. Envoi d'un numéro gratuit sur simple demande. Abonnement : 40 F. les 10 numéros ; chèque à l'ordre de JP Crabe. S'adresser à STB, BP 511, 64010 Pau cedex.

REUNION-DEBAT LILLE

le syndicat pour une éducation libertaire-CNT, organise une réunion-débat le samedi 28 mars à 15 h au centre « Benoît Broutchoux » (1/2 rue Denis du Péage, Lille, métro Fives. Tél. 20.47.62.65). Au programme : présentation du syndicat, réformes en cours, infos anti-fascistes en provenance de la fac...

OBJECTION DE CONSCIENCE

L'événement 1992 de l'objection de conscience en France sera la rencontre internationale des objecteurs de conscience. Pour la première fois la France accueillera l'ICOM (International consciencous objecteurs meeting). Cette intiative a été prise par le mouvement des objecteurs de conscience et sera soutenue par d'autres mouvements non-violents et pacifistes français.
Voici certains thèmes déjà envisagés :
- L'Objection non reconnue dans les pays du Sud, en Europe de l'Ouest et de l'ESt,
- les différentes législations à travers le monde,
- les évolutions de la conscription,
- l'égalité des temps de service civil et des possibilités de faire un service civil à l'étranger,
- concertation sur le thème de la journaée internationale de l'objection de conscience de 1993,
- concertation sur le prochain circuit du tour à vélo pour l'objection,
- comment marquer la journée du 14 juillet par une animation publique,
- les objecteurs dans la prochaine Europe.

Ce pré-programme sera complété par les organisations étrangères qui feront parvenir dans les mois qui viennent leurs souhaits d'ateliers. Cette rencontre est aussi l'occasion de prendre conscience de la difficulté rencontrée par les objecteurs de conscience des autres pays à bénéficier d'un véritable doit à l'objection (ex. URSS, Israël, Suisse, Grèce, Turquie, Colombie, Brésil...)
Donc, retenez dès maintenant sur vos agendas les dates du **10 au 15 juillet 92 au CUN du Larzac.** Pour plus de renseignements : Secrétariat ICOM 92, Cun du Larzac, 12100 Millau, Tél. : 65.60.62.33.

L'AFFAIRE STEPHANE JEUNE

Condamné pour refus d'obéissance le 18.2.91 à 15 mois de prison ferme, remis en liberté après le procès en appel le 4.4.91, la peine étant alors ramenée à 14 mois avec sursis et un mois ferme, Stéphane avait obtenu un sursis pour études jusqu'au 1.12.93. Dans le même temps il était appelé à comparaître à nouveau devant le tribunal de Dijon pour insoumission. Stéphane a donc été jugé à Dijon le 5.91 et a été reconnu coupable mais dispensé de peine.
Par ailleurs sur les conseil de JJ de Felice, Stéphane a annulé le recours en cassation concernant le premier procès car il avait peu de chance de succès. Un résultat défavorable n'aurait eu pour effet que de renforcer une jurisprudence qui n'en a pas besoin. Stéphane remercie tous ceux qui l'ont soutenu et a décidé de verser l'excédent financier de son soutien à *Avis de Recherche.*

STRASBOURG

L'EGLISE ET L'ETAT CONTRE LES DEBOUTES

Au cœur de l'Europe, Strasbourg est la seule ville de France où le sabre et le goupillon se sont alliés pour déloger les déboutés du droit d'asile de l'église dans laquelle ils s'étaient réfugiés. Or, comme l'a très bien montré Wilhem Reich, l'autoritarisme de l'Eglise et de l'Etat sont des terreaux du fascisme. Comment en est-on arrivé là ? Quelles perspectives se dessinent pour l'avenir ?

Le mardi 7 janvier, 72 réfugiés entrent par effraction (et sans rien casser...) dans l'Agora Saint-Nicolas, une église protestante qui leur servira de sanctuaire. Ils y commencent une grève de la faim pour obtenir une régularisation globale. Ils tiennent compte des échecs des six grèves de l'année 91 à Strasbourg : plus question de réexamen au cas par cas qui ne peut que noyer le poisson en expulsant sans bruit la quasi totalité des déboutés ; maintenant c'est « tout pour vivre, ou rien ». Dès le début, le collectif libertaire « Vivre libre ou mourir » se met au service de cette lutte dans la perspective d'un monde sans frontières (1).

Après discussion avec les grévistes de la faim, les enseignements des grèves de 91 apparaissent clairement. Aucune confiance ne peut être accordée aux organisations protestantes qui ont toujours fait pression pour que les grévistes arrêtent leurs actions. « Nous ne vous soutiendrons pas, disait la Cimade (organisation protestante soit-disant "d'entraide auprès des réfugiés"), car vous êtes des réfugiés économiques ». pour la Cimade il y a donc des « bons » et des « mauvais » réfugiés. Elle se situe dans le cadre du consensus politicien qui est raciste envers les personnes étrangères que l'Etat veut expulser. A Strasbourg, la Cimade n'a rien à redire à la préfecture puisqu'elle a le monopole des régularisations humanitaires et exceptionnelles, valables pour 3 % des sans papiers, double-peine ou déboutés. C'est donc la Cimade qui fait le tri entre les « bons » et les « mauvais » immigrés. Elle travaille comme une association auxiliaire de l'Etat. Ce qui semble caractériser le milieu protestant à Strasbourg c'est l'hypocrisie.

Dans cette logique les missionnaires envoyés par l'Eglise ont toujours affirmé « leur totale solidarité avec les déboutés, mais... « vous comprenez, ce sont les fidèles qui sont racistes (1/4 sont pour le FN), pas la hiérarchie protestante » ; conclusion : « Arrêtez la grève de la faim ». Fort de cette analyse dialectique où manifester son humanité sans frontières apparaît comme faire le jeu du FN... les missionnaires avaient envoyé valser les grévistes d'un bureau à l'autre de la préfecture, la queue basse, sans faire de bruit : « moins les journaux parlerons de vous, plus vous serez écoutés par la préfecture ». Les protestants sont passés maîtres dans l'art et la manière de transformer une lutte centrale contre l'Etat et sa circulaire du 23 juillet 91 en une « médiatisation-collaboration » où la régularisation d'une infime minorité de cas individuels suffit pour donner au pouvoir toute garantie morale et politique concernant l'expulsion de tous les autres.

Grâce à la stratégie protestante consensuelle avec l'Etat, le 21 octobre 91, le Front national local titre son torchon « Vous avez dit invasion ? » et écrit : « Le pique-nique du FN, ainsi qu'une lettre de W. Krieger au préfet, ont fait que les deux endroits (à Marmoutier et à Stasbourg) ont été évacués dans les jours suivants. Mais le secrétaire fédéral n'exclut pas des actions plus fermes au cas où les édifices chrétiens seraient à nouveau profanés par des envahisseurs. » Voilà comment le malaise des dirigeants protestants et politiques entretient la merde fasciste du FN.

L'ultime argument étant que les grévistes ne peuvent pas gagner puisqu'ils « n'entrent pas dans le cadre de la loi ». C'est dire à quel point les protestants strasbourgeois ont intériorisé les lois inhumaines de ce monde et à quel point ils ne comprennent pas que la lutte suppose le rejet d'une situation qui n'est pas immuable.

Le 12.02.92, le collectif libertaire « Vivre libre ou mourir » conclut :

« 1. Donc ce n'est pas en excluant les personnes sans papiers que l'on lutte contre le FN. Ça a l'air évident mais la hiérarchie protestante ne l'a pas encore compris puisqu'elle recommence à essyare d'arrêter la grève de la faim.

2. De plus nous mettons en garde les grévistes de la faim contre toute tentative de médiations qu'elles soient caritatives ou laïques : l'ex-représentant local de la ligne des 1000 francs à chacun des 72 grévistes actuels sans leur garantir l'obtention du moindre papier de régularisation. De plus un représentant des grévistes (qui ne fait pas la grève) leur a demandé aussi 1000 F par personne.

3. Seule l'action directe dirigée par les grévistes pour leur lutte peut leur éviter de se faire récupérer par les curés, les politiciens, l'Etat ou les pasteurs. »

(1) Leurs textes sont disponibles au collectif libertaire « Vivre libre ou mourir », CAP, Grand'Rue, 67000 Strasbourg.

LA SITUATION DES DEBOUTES

Il y a en permanence environ 300 déboutés en grève de la faim depuis décembre 1991 (et non 800 comme il était signalé dans le dernier numéro). Lorsqu'une grève se termine, une autre reprend ailleurs, ce qui n'est pas sans poser des problèmes aux Eglises (protestante comme à Strasbourg, catholique comme à Mulhouse, mais il est vrai qu'en Alsace, il n'y a pas de séparation de l'Eglise et de l'Etat !). Les stratégies des grévistes de la faim ne sont pas les mêmes d'un lieu à l'autre, mais avec un objectif commun : rester en France.

Il est donc bien difficile de vouloir dresser un bilan exhaustif des revendications, et personne ne peut mener au niveau de l'Etat une négociation au nom des déboutés (comme ce fut le cas en juin 1991).

Si le réseau demande la démission du comité de suivi mis en place pour la circulaire du 23 juillet 1991 (et que celui-ci semble prêt à accepter), la cocordiantion nationale de soutien aux déboutés (dont la plateforme doit sortir ces prochains jours) se bat sur une régularisation de tous les déboutés, sans limite de date (ou autres critères) et la dissolution de l'OFPRA, véritable machine à créer ces déboutés.

Suite à la manifestation du 25 janvier et à la création d'un comité de coordination entre le MRAP, la LDH, SOS-racisme et la FASTI, des réunions ont lieu régulièrement, se concrétisant sur la semaine antiraciste du 24 au 29 février et la préparation du premier mai, se basant toujours sur les thèmes principaux des luttes actuelles, lutte des déboutés et lutte contre la double peine.

La mise en place de la loi Marchand et des accords de Schengen fait que les Haïtiens, nombreux à vouloir fuir leur pays, sont les premiers à faire les frais de ces mesures (blocage tant dans les aéroports de Roissy que de Port-au-Prince).

Enfin, un marché bien juteux pour certains (avocats, traducteurs de tout poils) est en train de se mettre en place. Soyons vigilants sur ce point.

Le 22.02.92, Camille.

Rectificatif à CA n° 16, p. 6, *Evolution récente du droit d'asile*, il fallait lire « environ un million de réfugiés sont recensés dans le monde en 1951 » et non pas un millier comme écrit.

■ BILAN DE LA GREVE DE L'ANNEE 92

Comme le prévoyait le collectif libertaire, les déboutés eurent à faire « à l'aide fraternelle de leurs frères protestants ». Ceux-ci tels des poules-mouillées ont pondu un texte magnifiant l'hypocrisie étatique. Au début de la grève de janvier 92 il n'était pas encore question de « fermer les portes face à une situation de détresse », bien sûr, mais seulement de s'arranger « à l'amiable » avec la préfecture et avant cela d'accepter les pressions « amicales » en arrêtant la grève, c'est-à-dire le seul moyen de pression sur l'Etat ! Puis, rapidement, l'église montre son vrai visage de relais étatique. Le consistoire qui dirige l'Agora Saint-Nicolas écrit une lettre aux grévistes le samedi 1er février en stipulant que si « à ce jour 18 h, l'Agora était toujours occupé, alors il ferait appel à la force publique ». Officiellement il s'agit de prendre des mesures conservatoires pour protéger les bâtiments (qui ne sont pourtant pas en danger). Le lundi 3 la procédure est engagée en référé au Tribunal, malgré les assurances verbales du consistoire suivant lesquelles les flics ne viendront pas les déloger... Qu'il est dur de s'en sortir face au double langage à géométrie variable des hiérarchies d'où qu'elles viennent ! Et comble de l'ironie, le même consistoire affirme au journaliste des *Dernières Nouvelles d'Alsace* que la préfecture traîne les pieds ! Cette position du consistoire est d'autant plus cynique que les grévistes de la faim menacent de s'immoler par le feu si la police venait les déloger.

Toujours le 3 février, la Fédération anarchiste fait un communiqué dans lequel elle rappelle :

« Il fut une époque où c'étaient les protestants qui étaient persécutés et considérés comme "trop différents"... Nous ne voulons pas d'une St-Barthélémy des déboutés du droit d'asile. Il y a 400 grévistes de la faim en France, non au massacre ! L'Eglise n'assume pas sa mission humanitaire envers des révoltés. Elle ne l'assume qu'envers les miséreux satisfaits de leur condition. ainsi, elle n'a pas mis de chauffage durant la grève des 72 déboutés. Par contre l'Eglise montre son vrai visage politicien en agissant pour expulser les victimes de la dictature et de la misère dans le monde. L'Eglise est misérabiliste. "L'aide au retour" proposée par la préfecture n'est qu'une expulsion déguisée, basée que le mythe du retour dans un pays où ils n'ont plus rien. La Cimade et l'Eglise, par leur soutient à la préfecture, ferment leurs portes devant uen situation de détresse. Elles se font le relais de l'Etat, de son malaise face à l'extrême droite, et de son hypocrisie face aux réfugiés. Nous faisons contrepoids à cela. Nous, membres de la Fédération anarchiste, refusant les autorités politiques et religieuses, nous rejetons les frontières. L'Europe n'accepte que 6 % des réfugiés du monde. Elle doit en accepter plus, le mouvement de migration des pays pauvres vers les pays riches est inéluctable. Il faut une redéfinition du droit d'asile et du réfugié qui élargisse celui de la

Convention de Genève. Les victimes de la faim, de la misère, des catastrophes plus ou moins naturelles, du sexisme, du non respect des minorités, les enfants, doivent être considérés comme des réfugiés à part entière. Nous exigeons la régularisation de tous les déboutés, l'indépendance de l'OFPRA vis-à-vis de l'Etat, pour un monde sans frontière. » (Fédération anarchiste à Strasbourg).

Il est clair que seuls les anarchistes sont activement solidaires de tous ceux qui se sentent étrangers à ce monde. Pour ceux qui ne le sauraient pas, après avoir vu les ennemis des déboutés (Etat, Eglise, Cimade locale) voyons leurs faux amis.

■ LES FAUX AMIS DES DEBOUTES

Les *organisations gauchos* d'abord ; elles n'ont assuré aucune solidarité active suivie. Elles ont cru naïvement aux rumeurs mensongères propagées par les gauchistes turcs suivant lesquelles les grévistes seraient des fascistes manipulés par le consulat. Nous avons constaté quotidiennement l'inverse de cette rumeur absurde.

Chacune de nos positions anarchistes a été traduite en turc sans que cela ne provoque autre chose que des manifestations de sympathie fraternelle. Les rumeurs sectaires propres à la nécrose militante montrent qu'une fois de plus, pour les organisations gauchos, tous ceux qui ne leur cirent pas les pompes sont forcément des fascistes ! L'entraide active qui se fait sur le terrain social est donc nécessairement en rupture avec tous les partis et leurs satellites.

Le collectif *Strasbourg fraternité* ensuite, qui ne fait rien qu'un peu de propagande strictement anti-FN et pro PS (Pouris, Salaud !), a tenté une « ultime » médiation c'est-à-dire un piège à cons ! Ils ont simplement repris les positions de la préfecture : suspension des expulsions en l'attente du ré-examen au « cas par cas » après avoir arrêté la grève. C'est le représentant du "SOS-racit" local qui a rédigé ce texte crapuleux en faisant croire à la presse que c'était la position des grévistes. Or cela est faux : les grévistes veulent un récépissé de trois mois avec la possibilité de travailler, puis la carte d'un an, puis de trois ans, puis de dix ans, le tout SANS CONDITIONS !

Les *médias* enfin qui ont toujours censuré les revendications centrales du mouvement en réduisant le tout à une simple petite question locale de dialogue avec la préfecture dans le cadre « d'une cause perdue d'avance ». Les journalistes sont les nouveaux prophètes de la résignation.

A Strasbourg, seule la Fédération anarchiste a multiplié les contacts avec la coordination nationale

des déboutés, l'organisation communiste libertaire et les médias pour marquer une solidarité active et quotidienne. (L'OCL est une mine d'informations précieuses sur le plan juridique et politique).

■ PERSPECTIVES

La Fédération anarchiste toujours prête à s'associer librement avec tout individu ou groupe en lutte contre les expulsions, tiendra des permanences juridiques et autres tous les premier et troisièmes jeudi du mois de 14 h à 16 h au 101 grand'Rue à Strasbourg, pour que les régularisations soient totales et définitives pour tous. Il s'agit de lutter contre la double peine (prison + expulsion), pour des papiers pour les personnes qui n'en ont pas et pour la régularisation des déboutés. La lutte actuelle montre que l'action directe paie, puisqu'elle est menée par les premiers concernés, sans paternalisme et sans intermédiaires. A tous ceux qui se sentent étrangers à ce monde d'argent de la développer. Ceci démontrerait clairement que les victimes des expulsions, les refusent et ne veulent pas s'intégrer dans une société où nous sommes considérés comme des marchandises.

L'appel à la désobéissance civile continue : tout individu prêt à héberger une personne sans papoers, double peine, ou débouté peut nous contacter.

Fédération anarchiste de Strasbourg
c/o CAP, 101 Grand'Rue, 67000 Strasbourg.

PS. : La grève s'est terminée le 15 février avec comme suel acquis un sauf-conduit valable jusqu'à ré-examen individuel des dossiers.

LA SITUATION DES KURDES A REIMS

Suite à la grève de la faim des 7 Kurdes, avec comme objectif l'obtension du statut de réfugié, deux l'ont obtenu, suite au ré-examen de tous les dossiers par l'OFPRA. les 5 autres se sont pourvus en commission de recours et sont actuellement en train d'être entendu (un a décidé d'abandonner la procédure suite à sa régularisation).

A peine les résultats connus, les IQF qui n'avaient pas été notifiés pendant la grève de la faim, ont été expédiées par la préfecture de la Marne (alors que partout en France les grévistes bénéficient d'autorisations provisoires de séjour ou de sauf-conduits valables au moins trois mois).

Suite aux observations écrites, basées sur les craintes pour la sécurité et la liberté en cas de retour au pays d'origine, le ministère de l'Intérieur et celui des Affairs sociales décidaient de régulariser une personne, mais sur la base de la circulaire du 23 juiollet 1991, et refusaient la grâce pour les autres, sans répondre sur la base de leur demande.

Trois nouvelles IQF étaient notifiées le 28 janvier 1992 et la confirmation d'un arrêté de reconduite aux frontières (datant de février 1991) pour le dernier.

Le 28 janvier, au matin, il était arrêté à Epernay et après un transfert à la préfecture de Chalons-sur-Marne, conduit à l'aéroport de Roissy pour être mis dans l'avion en destination d'Istambul (alors qu'il était convoqué à la commission de recours le 17 février). Refusant de monter dans l'avion, il était conduit au tribunal de Bobigny et comparaissait le lendemain en saisine directe pour infraction à la législation des étrangers. Le verdict sera rendu le 11 mars. Depuis, il séjourne à Fleury-Mérogis.

Devant le refus de la préfecture de délivrer des APS pour les déboutés, de prendre en compte les risques en cas de retour en Turquie, et de recevoir une délégation du collectif de solidarité, celui-ci décidait de se rendre à la préfecture le mercredi 19 février, afin de remettre une lettre ouverte à destination du ministère de l'Intérieur et des Affaires sociales pour obtenir un rendez-vous avec le préfet.

Au bout d'une heure d'occupation pacifique du hall d'accueil du service des étrangers par une trentaine de personnes, la seule réponse de la préfecture fut d'envoyer les forces de l'ordre et de vider par la force les « occupants » en utilisant des gaz lacrymogènes. Deux protestataires durent faire un passage par l'hôpital. A noter que pendant « l'occupation », les étrangers qui se sont présentés au guichet ont été très bien accueillis et ont obtenu tout ce qu'ils demandaient.

Le fascisme au quotidien ce n'est pas le FN mais le PS.

22.02.92. Camille.

PAROISSE SAINT-NICOLAS

Le Président du Consistoire :
Pasteur Freddy Berg
Téléphone : 88-88-12-80

Strasbourg, le 31 Janvier 1992

Messieurs les grévistes de la faim
de l'Eglise St-Nicolas de Strasbourg

Messieurs,

Suite à l'entrevue que Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin vous a accordée hier soir, entrevue à laquelle nous avons assisté en tant qu'observateur de notre Eglise, nous sommes arrivés aux conclusions suivantes :

1) Malheureusement vos revendications n'ont aucune chance d'aboutir.

2) Dans ces conditions, votre grève de la faim est inutile, voire dangereuse car elle met votre santé en jeu.

3) Il vaut mieux arrêter cette grève et négocier avec la Préfecture des aides au retour dans votre pays d'origine.

Aussi sommes-nous, pour des raisons tant humanitaires que sanitaires et de sécurité, obligés de vous demander de quitter l'église St-Nicolas au plus tard le samedi, **1er février 1992 à 18 heures.** Passé cette heure, si l'église est encore occupée, nous ferons appel au concours de la force publique.

Il est aussi important pour nous de permettre aux activités normales qui se déroulent dans l'église de reprendre au plus vite.

Nous souhaitons ardemment qu'une solution négociée puisse intervenir afin d'éviter l'intervention des forces de l'ordre.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations attristées et néanmoins respectueuses.

Freddy Berg

- Copie au Directoire de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine

(à faire en fac similé)

CAPITALISME, PATRIARCAT ET SYNDICALISME

Pendant longtemps, le mouvement ouvrier (et tout particulièrement les proud'honiens) a majoritairement considéré que la place des femmes était à la maison, que le fait que les femmes travaillent était une perversion du capitalisme. La revendication avancée était celle d'un salaire qui permette aux hommes de nourrir leur femme. Ceci ne facilitait évidemment pas l'organisation de la défense des salaires et des conditions de travail des ouvrières, d'autant moins que pendant longtemps la syndicalisation leur était interdite par leurs camarades. Il faut noter à ce sujet que la revendication "à travail égal, salaire égal", apparue à la fin du 19ème siècle, fut d'abord le fait de ceux qui étaient opposés au travail des femmes: ils pensaient que c'était un moyen d'empêcher leur embauche. Les syndicats mixtes tolérant même des déléguées féminines avaient, eux, toujours deux tarifs dans leurs revendications.

Les ouvrières n'ont donc jamais eu les mêmes situations de travail que les ouvriers: les salaires étaient différents et les postes de travail n'étaient pas les mêmes. Le patronat, lui, a toujours su jouer sur cette différence. Cette stratégie syndicalo-patriarcale lui a permis d'avoir toujours à disposition un volant de main d'œuvre plus vulnérable, plus mal payé, sur lequel jouer lorsqu'il a voulu réorganiser le travail ou tout simplement pour baisser les salaires.

LE TRAVAIL A DOMICILE

Le plus important n'est pas forcément de savoir l'importance quantitative historique du travail à domicile féminin et du travail à domicile masculin. Il est plus intéressant de comprendre que les deux ont évolué presque en sens inverse et que ce n'était pas le même travail à domicile.

Il y a eu pendant longtemps un travail à domicile masculin important, qui relevait plus ou moins de l'artisanat. Ce travail a disparu après que ses conditions et sa rémunération se soient fortement dégradées sous les coups de boutoirs de la concurrence des usines.

Le travail à domicile féminin se présentait différemment. Si on regarde la situation entre les deux guerres, date à laquelle le travail à domicile féminin diminue très brutalement, il y avait en 1921 (1) 6000 raccommodeuses, 360000 couturières, 95000 blanchisseuses et 34000 repasseuses à domicile (le leur ou celui de leurs clientes). Elles ne sont plus que 320000 en tout dix ans plus tard. Ce travail relève de l'économie domestique: la raccommodeuse est rémunérée par ses patronnes sur le budget de leur ménage sans passer par une entreprise ou un commerce. Or, l'extension du capitalisme tend à réduire la famille à une unité de consommation, elle rigidifie aussi et codifie plus le rapport salarial. Les autres formes marchandes tendent à disparaître ou à se couler dans son moule. Les femmes raccommodent toujours, repassent toujours, font toujours la lessive, mais ce sont maintenant des femmes de ménage qui viennent faire leurs heures, et non plus des indépendantes qui négocient leurs services. On ne peut pas dissocier l'analyse de ce travail à domicile de celle de la famille.

Il est par contre un autre travail à domicile qui lui a reculé bien plus tard et existe toujours, c'est celui qui est complémentaire de l'industrie. Si la couture a reculé, la confection à domicile a progressé. Il s'agit de pièces distribuées, par exemple 100 poches droites à effectuer de telle façon et à ramener à telle heure: c'est un travail organisé et dirigé comme à l'usine, avec investissements et salaires moindres pour les patrons.

Il était un autre travail à domicile, caché, très répandu dans la toute petite bourgeoisie. Beaucoup de femmes "s'occupaient" à la broderie, au crochet, au tricot, etc... Cette "occupation" était pourtant rémunérée, et on est en train de découvrir qu'elle représentait de véritables journées de travail.

Je voulais montrer deux choses à travers ces exemples:

. Laisser la famille dans la sphère du "privé", ne pas vouloir en analyser les rapports a pour conséquence de ne pas voir une partie du travail rémunéré des femmes.

. Or, l'existence et les conditions de ce travail vont bien sûr ensuite influencer la participation des femmes aux luttes. A un syndicaliste de la métallurgie pendant la guerre de 14 (dans les usines de guerre), une ouvrière répondait: "J'aime mieux ça que la couture!" Or les syndicalistes n'avaient rien trouvé à redire à la couture (2), occupation saine pour une femme...

UN TRAVAIL DE TOUTES FAÇONS JAMAIS ÉGAL

Les femmes n'ont jamais occupé les mêmes postes de travail que les hommes, et elles ne le font

(1) D'après les recensements, ce sont donc des chiffres très sous-évalués.

(2) Sauf bien sûr de maigres tentatives dans ce secteur.

toujours pas. Il est des secteurs féminins et des secteurs masculins. A l'intérieur de chacun de ces secteurs, il est des postes féminins et des postes masculins. Les femmes ont plus souvent un travail répétitif, elles sont plus nombreuses à travailler à la chaîne. En fait, on est gêné par les sources statistiques qui en en restant à la comparaison hommes/femmes ne permettent pas d'appréhender un autre aspect du phénomène: les postes de travail mixtes le sont souvent entre femmes et immigrés. Si les comparaisons étaient faites à l'intérieur de la nationalité française, les différences apparaîtraient certainement comme plus fortes.

En gros, dans l'industrie, on justifie les différences entre hommes et femmes de deux façons: elles sont moins qualifiées et leur poste de travail est moins pénible ou dangereux. Nous avons vu dans l'article précédent que les femmes ne sont pas moins qualifiées, mais que leur qualification est niée, occultée par la mystification de prétendues "qualités innées", et que cette mystification renvoie à l'idéologie patriarcale qui assigne les femmes au foyer. Une enquête de sociologie dans l'industrie électrique est très éclairante. Des postes féminins étaient considérés comme non qualifiés car demandant une formation de moins d'une semaine pour être occupés. Mais ils demandaient un apprentissage de plusieurs mois pour atteindre le rendement minimum exigé. Cet apprentissage n'était pas reconnu comme tel ("les femmes sont agiles"). D'autres postes de travail étaient considérés comme moins qualifiés car les objets portés y pesaient quelques grammes de moins que ceux des postes masculins... La même mystification se joue sur la pénibilité. Il est des situations dangereuses interdites aux femmes (poids, stations pénibles, bruits...) et tant mieux, dommage qu'elles ne soient pas interdites aux hommes. Mais il y a un type de pénibilité qui n'est pas reconnu. Seule est visible la pénibilité qui relève de la force physique, celle qui relève de la répétition, de l'usure nerveuse, de l'attention soutenue est niée (3).

Cette différence de postes est utilisée en permanence par le patronat.

- D'une part, elle permet bien sûr de rémunérer plus faiblement par le biais d'une non reconnaissance de la qualification.

- Mais elle permet surtout de faire passer les déqualifications entraînées par les changements de l'organisation du travail. L'exemple le plus frappant a été l'introduction du taylorisme. Evidemment, un ouvrier qualifié n'allait pas accepter de faire un travail non qualifié, plus mal payé, sans aucune autonomie et chronométré. Une manœuvre ou une ouvrière de la couture, elle, allait accepter un poste mieux payé, aux journées de travail moins longues. Un ouvrier qualifié n'allait jamais accepter de se faire remplacer par une femme. Mais l'embauche de femmes, c'est la démonstration qu'il ne s'agit plus du même travail, puisque c'est maintenant un travail de femme. C'est ainsi qu'on trouve une évolution dans toutes les industries où des postes masculins deviennent féminins et réciproquement. Des postes féminins pénibles (ébarbage dans la sidérurgie par exemple) étaient automatisés, et les femmes licenciées car il y avait maintenant un travail sur machine, donc masculin. Des postes masculins qualifiés étaient automatisés (moulage toujours dans la sidérurgie, par exemple) et les hommes licenciés car il s'agissait maintenant d'un travail sur machine qui ne demandait plus de savoir-faire et de tour de main, donc féminin... Dans le livre, le travail d'une claviste et celui d'un ex-typo obligé de se reconvertir dans la photocomposition n'ont évidemment aucun rapport entre eux: la preuve, il s'agit d'une claviste et d'un typo...

- L'intérêt pour le patronat, enfin, outre de faire passer sa politique, est de pouvoir recruter alors une main d'œuvre qui ne soit pas l'héritière des traditions syndicales de la branche. Où l'on retrouve les conséquences de l'idéologie patriarcale dans le mouvement ouvrier.

On peut faire la même analogie à propos de l'extension de la précarité. Les femmes ont été les premières touchées par le travail précaire, surtout CDD et temps partiels. Il est logique que lorsque le salaire des femmes est considéré comme un salaire d'appoint, le travail des femmes comme un travail d'appoint, il soit beaucoup plus facile pour le patronat de leur imposer des formes d'emploi atypiques au début, à la limite de la légalité. Bien sûr, ensuite, ceci exerce une pression sur les hommes, qui se trouvent progressivement contraints d'accepter à leur tour ces formes d'emploi précaires qui sont maintenant installées et devenues courantes.

(3) Il suffit de penser aux postes féminins d'électronique pour lesquels une vision parfaite est une condition impérative d'embauche et sur lesquels en moins de quelques années les femmes doivent porter des lunettes à verres épais.

(4) Il y a effectivement eu dans l'entre-deux-guerres des femmes parfois organisées par les féministes qui ont joué consciemment les briseuses de grèves pour se faire embaucher. Mais il y a eu aussi des grèves mixtes considérées comme victorieuses malgré un léger détail: toutes les femmes avaient été licenciées...

■ UN MOUVEMENT OUVRIER AVEUGLE

On a parfois l'impression d'une fatale et triste répétition de l'histoire.

L'idéologie patriarcale permet l'invisibilité des conditions réelles de travail et des salaires des femmes. Le mouvement ouvrier ne s'en est préoccupé que lorsque le patronat les a utilisées pour baisser les salaires et casser l'autonomie et la qualification. Il a alors réagi le plus souvent par l'exclusion: au lieu de s'en prendre au patronat, il s'en est pris au travail des femmes, ce qui a eu deux conséquences, d'une part les laisser d'autant plus vulnérables, d'autre part pour le moins ne pas faciliter leur intégration dans les syndicats (4)

Lorsque les syndicats se sont préoccupés de la syndicalisation des femmes, il les ont sommées de défendre des conditions de travail et des salaires qu'elles n'avaient jamais connus, alors qu'ils ne s'étaient pas préoccupés de leurs conditions, les renforçant dans leur sentiment qu'il s'agissait d'une situation normale, à accepter. Les femmes ont pu alors facilement devenir un des éléments du rapport de forces pour le patronat (ce qui n'a fait que renforcer les réactions de rejet à leur égard). Elles savaient bien que c'est leurs bas salaires et leur docilité qui leur permettaient d'obtenir et de conserver leur emploi, et non leur métier, puisqu'elles n'avaient que des "qualités" et pas de qualification.

Ensuite, bien sûr, les hommes ont dû progressivement accepter le taylorisme, le travail à la chaîne, etc... qui étaient alors devenus une réalité, de même qu'ils ont dû accepter le travail précaire et la déqualification qui sont progressivement devenus une réalité.

Le mouvement ouvrier n'a vu dans l'embauche d'ouvrières que le recrutement d'une main d'œuvre bon marché pour faire baisser les salaires de la "vraie" classe ouvrière. Il s'est alors interdit de voir les transformations qui allaient l'affecter, le bouleversement qui allait la marquer dans son ensemble. Il a mené un combat finalement autant dirigé contre celles qui acceptaient des conditions inacceptables que contre le patronat, renforçant ainsi les conditions de sa propre défaite. Il a plus tard fait de même avec l'immigration. En raisonnant à partir d'un noyau de référence, qui serait implicitement la vraie classe ouvrière, organisée, syndiquée, combative, les autres étant des minorités définies comme des écarts à la norme, moins payées, moins qualifiées, moins syndiquées, etc... on s'interdit de voir les évolutions réelles et les moyens de les combattre. La classe ouvrière au sens large, ou si l'on préfère la couche des exploités, a plusieurs nationalités et deux sexes. Tant qu'il n'y a pas de recherche de combats communs, de solidarité effective, il y aura toujours des catégories de main d'œuvre en situation plus difficile contraintes d'accepter les conditions du patronat, et lui permettant par là même de les imposer à l'ensemble. Les rapports d'exploitation au travail sont aussi marqués par les rapports sociaux de sexe. En les niant, en participant de fait d'une solidarité illusoire de mâles, le mouvement ouvrier a beaucoup contribué à ses propres défaites.

Sylvie. Paris

FEMMES
UNE REMOBILISATION NECESSAIRE

Une brochure de 16 pages + couverture éditée par l'OCL

Un outil nécessaire pour mobiliser autour de soi et entamer des débats.

Prix : 5 francs + port
Port gratuit à partir de 10 brochures
Commandes à
OCL/Egregore, BP 1213, 51058 Reims cedex

CAMPAGNE DE REMOBILISATION SUR LA CONDITION DES FEMMES

HUIT AUTOCOLLANTS (2 couleur, 8/12)
La série des 8 en 10 exemplaires chaque : 70 F
La série des 8 en 20 exemplaires chaque : 120 F.
La série des 8 en 50 exemplaires chaque : 200 F
Port compris

ZINES ET ZIQUE

LES CRETINS ETAIENT PARMI NOUS

Les **Bérurlers Noirs** (ça vous dit encore quelque chose ?) avaient vaguement fait naître chez certains l'espoir d'une alternative concrète *against show business*. Fer de lance d'un réseau alternatif (qui, bientôt rattrappé par la médiatisation, devait perdre tout sens), ils accompagnaient leur musique d'une pratique intéressante : service d'ordre du groupe remplaçant les habituelles sociétés de vigiles, skinheads et autres fachos interdits de concert, prix d'entrée au plus bas, paroles politiqées, disques et concerts de soutien...).

Deux ans après leur séparation, une grande question passionne les foules : que sont-ils devenus ?

Les deux membres principaux ont suivi des trajectoires différentes. L'ancien chanteur, François, a formé un nouveau groupe-de-jeune-qui-font-de-la-musique-punk, Molodoï (oï !), a fait l'effort d'engager un batteur et de travailler sa voix, et s'est trouvé de nouvelles grandes causes : la lutte implacable contre tous les communistes, acte courageux qui mérite toute notre admiration en cette période de quasi disparition totale des communistes ; la primordiale dénonciation , très potache, de tous les militants quels qu'ils soient (le morceau « A poil les militants ») ; la défense des harkis qui ont fidèlement combattu auprès de l'armée française ; le soutien concret au Paris St-germain, avec force hommage aux supporters et port de l'écharpe du club sur scène.

Bref, un combat de tous les instants, sur tous les fronts, auquel on pourrait ajouter sa dédicace à Mishima (écrivain réactionnaire, nostalgique du japon impérial) ; son refus d'interdire désormais l'accès à ses concerts aux skinheads (peut-être pense-t-il que ces pauvres individus rejetés de partout, sous leurs bombers camouflage et leurs abdos Kronenbourg, cachent un cœur d'homme ?) ; ainsi que sa poignante et pathétique auto-critique sur l'utilisation aveugle pendant tant d'années d'un SO composé de rouges.

Comme vous le voyez, un groupe très très politique. D'ailleurs ces crétins n'ont pas hésité à reprendre pour emblème de leur label, *Division nada*, le chat noir des IWWW, devenu symbole libertaire. Ce qui ne les empêche pas d'avoir récemment sorti un disque de *Klasse kriminale*, groupe nationaliste et fascisant de skinheads italiens.

Et pour ceux qui n'auraient toujours pas compris, faisons une rapide synthèse : nous n'avons rien à foutre avec ce genre de groupe. Pour finir, quelques extraits de certaines chansons :

« Tu trainais dans les rues / en jeune délinquant / alors tu es venu / au camp d'entraînement / où on t'a recruté / pour défendre la France / tu t'es battu fidèle / jusque dans le djebel /.../ tu rêvais l'Algérie / et la France en amie / mais rien n'a été fait / pour ces fidèles soldats. » (« Harkis »)

«... Tout l'espoir de la ville / repose sur ce ballon / qui va taper dans le mille / comme une révolution / journalistes et médias / disent n'importe quoi / hooligan ou ultra / ils ne te connaissent pas... » (« UHT »)

«... Il clame les valeurs / fidèle à l'empereur / le Japon impérial / ce n'est pas commercial / vêtu d'un uniforme / il réclame le réveil / l'esthétisme et la force / le drapeau du soleil... » (« Soleil et acier » dédié à Mishima)

Molodoï a sorti il y a quelques mois un album intitulé « dragon libre ». Un document indispensable, ne serait-ce que pour sa grande valeur littéraire et poétique. Ne l'achetez pas, ne le volez pas non plus (ils toucheraient quand même du fric) ; vous avez sûrement dans votre entourage un punk de base qui se fera un plaisir de vous le prêter.

Ji-M.

ATTENTION FAUX ANARCHISTES A L'HORIZON

On nous avait déjà dit qu'au Mans s'était créée la Fraction Anarchie Paix et Liberté, le label de K7 et de disque « Drapeau Noir ». Existe aussi le fanzine « Punk magazine » et le FNSL (Front national socialiste libertaire) (sic). Ces allumés déclarent « nous nous opposons à l'immigration extra-européenne au nom de l'incompatibilité des mentalités, des modes de vie et des cultures » ; « anticommunistes » et « national-socialistes ». Faites circuler cette info, boycotter le label drapeau « noir », « Punk magazine » ; groupes : refusez d'être interviewé par ces allumés... On vous aura prévenu, faites attention !

(tiré de *Pied au cul* n° 2, 16 F. ***c/o Franck, 18 rue de Normandie, 41100 Vendôme).***

PROJET POUR UNE COMPILATION CONTRE LE CINQUIEME CENTENAIRE DE LA « DECOUVERTE » DE L'AMERIQUE

1492 : Christophe Colomb accoste aux Bahamas, puis à Cuba. Ce ne sont pas les Indes, ce n'est pas non plus le continent qui sera « découvert » par Amerigo Vespucci, mais c'est l'événement qui paraît alors, pour certains, comme le plus important depuis la naissance du Christ.

Après le décor, la caméra fait un plan américain sur ce qui n'est alors qu'un détail... l'extermination de populations entières. Colomb donne l'exemple en exterminant les Indiens Arawaks qui peuplent Cuba. Ils sont éliminés de la carte et d'eux il ne reste rien.

Ses « descendants » suivront son exemple et si le cinéma s'en tient au XVIII ème siècle, il ne faut pas oublier que le génocide indien a commencé dès 1492 et que les nombreuses tribus ont été totalement exterminées ou civilisées, selon le terme employé. La colonisation de l'Amérique s'est aussi accompagnée de ce qu'on appelle « la traite de l'Ebène » : le début de l'esclavage en Amérique de populations africaines déracinées.

1992 : l'Occident fête donc en grande pompe cet événement qui ne fait que conforter sa civilisation dans son impression de supériorité ; la colonisation ou pacification des indigènes : premier pas de l'échange inégal qui régit aujourd'hui le monde.

Certes ce projet paraît symbolique en comparaison de cette partie de l'histoire, mais il s'inscrit pour nous (label, groupes...) à part entière aux côté des luttes indiennes et dans la lignée de tous les combats qu'ont pu mener ds groupes, fanzines, labels au sein du mouvement alternatif « réel ».

Après avoir sorti des compilations antimilitaristes, antifascistes, le label ON A FAIM et des individus ont décidé d'apporter à leur niveau une contribution à toutes les actions qui vont être menées contre cette mascarade historique. Contre la colonisation et les tuniques bleues il est désormais hors de question d'enterrer la hache de guerre.

OAF label, BP 166, 86004 Poitiers cedex.

URSS
APRES LA DISSOLUTION : TIERSMONDISATION ET BARBARIE OU... RENOUVEAU DES LUTTES SOCIALES ?

Le 15 février 1992, le groupe CA Paris organisait une réunion sur le thème : « Un mouvement social parviendra-t-il à éclipser les guerres civiles basées sur le nationalisme dans l'ex-URSS et plus généralement dans les pays de l'Est ». Une occasion de faire le point dans cette partie du monde. Nous avons regroupé ici les principales interventions de Guy, qui régige habituellement la chronique "A l'Est du nouveau"dans CA, de Nicolas d'Iztok, et de Claude dont CA a déjà par le passé publié le texte " La Révolution en question". Nous y avons intégré les remarques et les questionnnements qui ont été formulé par d'autres participants au débat.

UNE DECOMPOSITION PAR BONDS SUCCESSIFS

Guy

Le but d'une discussion de bilan sur les événements survenus à l'Est au cours des dernières années concerne essentiellement le sens qu'ils peuvent prendre pour nous. On ne peut en effet espérer exercer d'ici la moindre influence sur les développements en cours là-bas. Et il serait peu avisé de prétendre dire à ceux qui les vivent ce qu'ils doivent en penser.

Dans ces limites, on peut faire déjà un nombre de remarques non négligeables. Tout d'abord, c'est la figure de l'effondrement qui s'impose à l'esprit : on a assisté à la décomposition d'un régime par bonds successifs. Quelques étapes suffisent à l'indiquer : les mouvements nationaux de masse commencent en 1988 (surtout à partir de l'automne), un mouvement ouvrier russe réapparaît à l'été 1989 et accélère le processus de délégitimation sociale de la bureaucratie, en 1990, des élections locales aggravent la désagrégation de l'appareil du Parti-Etat et dès lors, la direction de l'Etat "soviétique" cesse de prendre la moindre décision d'envergure.

La Perestroïka s'est déroulée à l'initiative de la bureaucratie soviétique en dehors de toute pression d'un mouvement social. Il s'agit d'un effondrement et non d'une période de créativité historique des masses. Sinon, on imagine l'état d'affolement dans lequel se seraient trouvé les Etats démocratiques qui se seraient empressés de voler au secours du régime passé ! C'est cette défaillance des mouvements sociaux qui permet l'énorme battage propagandiste de l'occident...

La spirale de régression économique est devenue visible à partir de 1989, après que toutes les tentatives de résorption du secteur militaire aient échoué. On peut maintenant s'attendre à une succession d'émeutes, de grèves et de guerres civiles, en réponse aux "réformes" impulsées par en haut, et qui se déroulent sans véritable méthode (on entend là-bas une phrase qui résume tout : "il n'y a pas de plan, seulement des décisions"). Mais là aussi, il convient de prendre la mesure du rythme des événements. S'ils progressent par bonds, la préparation de ces sauts demeure toujours aussi lente. La "thérapie de choc" déclenchée en Russie depuis le début de l'année a surtout consisté à prendre de vitesse les autres républiques de l'ancienne Union "soviétique", avant qu'elles n'aient créé leur propre monnaie. Les perspectives sont passablement sombres : selon des rapports de l'ONU de novembre 1991, il faut s'attendre à l'Est, de toute façon, à une crise économique et sociale aussi grave que celle qu'ont subi les pays industrialisés européens et américains après 1929.

L'ampleur de cette régression est pour nous assez difficile à saisir, notamment parce qu'elle ressemble aux conséquences d'une défaite militaire alors que celle-ci, d'un point de vue formel, n'a pas eu lieu. Le terme de "défaite froide" (sur l'exemple de la "guerre froide") serait là suggestif. Cette défaite au ralenti fait sentir inexorablement ses effets et permet en partie d'expliquer l'allure générale de "glissement de terrain" historique de la période 1985-1992 en Europe de l'Est. L'absence à peu près complète de créativité historique montre qu'il ne s'agit en tout cas pas d'une "révolution" au contraire des platitudes rebattues par tant de journalistes.

LES FACTEURS HISTORIQUES

L'incertitude présente des événements peut durer quelques semaines ou quelques mois. Mais un moment est passé. Les facteurs historiques qui vont jouer seront d'une nature différente de tout ce qui a précédé. En cet instant, il est naturel de s'arrêter sur le sens de ce qui s'est produit depuis soixante-quinze ans dans toute l'Europe.

Les événements de Russie depuis 1917 ont posé au mouvement social et à l'histoire européenne le problème de la bureaucratie. Il ne l'ont pas inventé :

la bureaucratie d'Etat existait à un degré très concentré en Prusse, et les partis sociaux-démocrates étaient également le lieu d'une bureaucratisation perceptible avant 1914. Mais la fusion des deux aspects était totalement imprévue. Ses conséquences pour tout le mouvement d'émancipation (dont le mouvement ouvrier était alors la colonne vertébrale) ont été irréversibles et dévastatrices.

On peut le formuler d'une autre manière : au XIXème siècle, les mécanismes de marché étaient (non sans raison) perçus comme la principale source de malheur social . Mais on n'imaginait pas que l'époque moderne, qui semblait dominée par un progrès général, pût connaître d'autres causes, plus effroyables encore, à ce malheur.

La naissance du régime totalitaire en Russie (qui a si puissamment aidé à la victoire des nazis en Allemagne) a bouleversé tous les repères qui donnaient un sens à la lutte contre l'arbitraire et l'exploitation. La vieille question du pouvoir, chère aux anarchistes, s'est emparée des divers mouvements d'émancipation pour les détruire de l'intérieur.

La consistance du régime totalitaire qui s'est créée avec le pouvoir bolchévique a commencé à s'éroder à partir de 1953. La bureaucratie a préféré diminuer l'ampleur de la répression pour s'en mettre elle-même à l'abri (en 1953, Staline préparait d'ailleurs une nouvelle purge générale et il existe des rumeurs pour affirmer que sa mort ne fut guère naturelle).

Le régime bureaucratique s'est ensuite sclérosé, tout en perdant peu à peu son efficacité répressive. Pourtant, la manière dont s'est produite son écroulement montre qu'il a, de fait, gagné sa guerre contre la société. Les mouvements de résistance, toujours renaissants, ont été capables de le mettre en échec mais pas de le vaincre.

UN CHANGEMENT SANS PRESSION SOCIALE

Ainsi, le changement de ligne opéré par Gorbatchev en 1985 ne s'est pas effectué sous la pression d'une révolte sociale menaçante. De bout en bout, la direction bureaucratique de l'Etat "soviétique" a eu l'initiative de la "perestroïka". Elle a préféré risquer les mouvements sociaux plutôt que d'aller vers une réforme à la japonaise.

Cet aspect est décisif, car si le régime avait succombé à la poussée, même obscure, de mouvements sociaux, on imagine aisément l'état d'affolement dans lequel se trouveraient tous les Etats "démocratiques", qui s'empresseraient de voler au secours du régime lui-même. C'est avant tout cette défaillance des mouvements sociaux qui permet l'énorme battage propagandiste de l'Occident "démocratique et capitaliste".

Celui-ci prétend donc que la Russie et les autres républiques ne peuvent qu'aller, enfin, vers le "capitalisme". Les classes dominantes orientales seraient vouées à devenir des bourgeoisies entreprenantes. Mais ces bureaucraties, devenues depuis une vingtaine d'années de véritables castes, repérables par le reste de la population au premier coup d'oeil, semblent incapables d'embourgeoisement.

Plus qu'en toute autre circonstance, les prévisions doivent donc être formulées avec une grande prudence. Avant août 1991, on pouvait penser que les événements se conformeraient à une alternative : coup d'Etat et répression d'une part, insurrections sociales ou nationales d'autre part. Dans les faits, c'est une troisième éventualité qui a dominé, fondée sur l'épuisement des deux précédentes. Aujourd'hui, quand on exclut l'hypothèse d'une réforme "capitaliste" réussie, il semble qu'on soit devant l'alternative : affrontements nationaux ou insurrections sociales. Il est probable qu'un nouveau terme s'imposera, à la surprise de tous ceux qui cherchent à comprendre ces événements, mais aussi de ceux qui y sont directement impliqués. La tendance historique qui vaincra finalement serait sans doute mise en échec par l'action des diverses forces en présence, si elle était repérable à l'avance.

A PARTIR DE 1980 : LA DEBACLE ECONOMIQUE

Nicolas

On assiste davantage a un effondrement qu'à des formes de créativité historique comme on aurait pu l'espérer : désenchantement là bas comme ici, problèmes existentiels énormes. En Roumanie, par exemple, beaucoup de gens commencent à dire que c'était mieux avant, sous Ceaucescu, et même des anticommunistes de la première heure constatent les incroyables complications qui se multiplient au niveau de la vie de tous les jours : les structures qui assuraient un semblant d'homogénéité ou de fonctionnement de la société s'effilochent rapidement.

La Pologne de 1980 représente la dernière possibilité, pour une structure, d'une affirmation de la classe ouvrière (dans un sens marxiste) qui aille au-delà des revendications et qui suggère la possibilité d'une refonte de la société à partir des actions d'un syndicat majoritaire. Ceci est aussi valable pour le monde

entier : 1980 c'est la dernière période où la classe ouvrière a pu intervenir de façon centrale dans la société et pouvait contribuer à la mise en forme d'un projet révolutionnaire (mais ça ne s'est pas produit). Après 80 la classe ouvrière n'a plus de centralité. A l'heure actuelle elle est mineure, elle est devenu une somme de marginaux qui parasitent des installations vétustes et qui se font ridiculiser par les petits affairistes qui tiennent le haut du pavé et ont l'initiative.

C'est à partir de 1980 que commence la débacle économique dans les pays de l'Est y compris l'URSS, et non comme on l'entend parfois depuis la mise en place d'un système "libéral" : les contradictions intérieures du système empêchent le fonctionnement des structures qui assuraient le pouvoir. Gorbatchev a représenté une fraction éclairée de la bureaucratie pour résoudre ces problèmes, mais sans y parvenir. Pourtant, à l'heure actuelle les tenants du système économique sont toujours les mêmes. Ils sortent périodiquement de leurs manches des thérapies de choc, mais sans plus de succès. Le gouvernement américain, ce qui est un signe, n'accorde aucune chance à Eltsine et l'envoi de denrées alimentaire n'est que pure mise en scène. Les USA ne font même pas ce qu'ils ont fait pour la monnaie polonaise à une autre période.

LE MIRAGE DE L'AIDE ECONOMIQUE

Il est intéressant de se référer à l'idée de Karnoouh développée dans CA (n° 12) à savoir que le capital international est en train d'accélérer l'effondrement de toutes les installations industrielles pour pouvoir placer ses propres marchandises. En Pologne, par exemple beaucoup d'installations sacrifiées, qui se cassent la gueule, pourraient théoriquement marcher. C'est le cas également en Allemagne ex-de l'Est : quand des capitaux ouest-allemands achètent une usine c'est pour le terrain ou pour l'utiliser comme entrepôt. L'ouest n'a pas besoin de pôle de production autres que ceux qu'il possède déjà.

Il y a là une contradiction apparente : si l'objectif est de vendre des produits, comment se satisfaire d'un marché réduit dans des pays économiquement détruits. On peut se demander s'il ne serait pas plus logique que l'Occident mette en place une sorte de plan Marshall destiné à créer un marché plus important. Or il y a, dans les pays de l'Est, en moyenne, un marché potentiel pour 15 % de la population (alors qu'en France il tourne autour de 80 %). C'est autour de ce marché, restreint proportionnellement à la population mais qui, pris globalement représente une grande masse, que s'articulent les échanges. Comme en Amérique latine où il y a deux vitesses : 10 % arrivent à consommer et à acheter. Mais le problème est qu'à l'Est les besoins et les appétits sont beaucoup plus grands : il y a une culture de "vouloir ce que les autres ont" (idem en Algérie ou même les couches les plus basses veulent consommer, contrairement au Maroc ... effet de la colonisation). Cette culture, due en grande partie au régime communiste, peut être la source de problèmes sociaux même si pour l'instant ils sont au plus bas.

L'ancienne classe dirigeante profite de la situation actuelle. Restent à analyser les axes de cette recomposition.

Un plan Marshall cela supposerait que les Etats, les capitalistes, soient rationnels et raisonnent ensemble à long terme. Ça pourrait marcher en prenant 1, 2 % du PNB des pays développés, mais on oublie de dire que dans l'histoire, les plans économique qui ont fonctionnés, il n'y en a eu qu'un, c'est justement le plan Marshall. C'est le seul. Les prêts énormes accordés au tiers monde dans les années 70 n'ont servis à rien, notamment parce que les couches dominantes de ces pays ont remis le fric à leur nom dans les banques américaines.

Il faut en outre préciser que les pays d'Europe, au sortir de la guerre, étaient dans un état moins grave qu'on l'a souvent dit et cru. Il y a avait une classe ouvrière et des techniciens formés. Il y a eu une union des paiements pour éviter d'avoir à échanger des devises entre eux. Les gens étaient prêts à bosser. A l'Est les gens sont pas prêts à se serrer la ceinture pendant dix ou vingt ans, or a priori il faudra beaucoup plus de temps pour redresser la situation économique. On ne voit donc pas les conditions de réussite d'un plan Marshall qui risquerait d'être un trou sans fond. Les pays de l'Est vont se "tiersmondiser". L'occident va fonctionner avec eux comme avec les actuels pays du tiers monde. Avec 10 ou 15 % de ces sociétés qui peuvent échanger.

LA RECOMPOSITION DE L'ANCIENNE CLASSE DIRIGEANTE

L'absence de créativité historique dont nous parlions est due au fait que le changement a été provoqué et accompagné par la classe dirigeante. Rien n'obligeait Gorbatchev à faire les réformes, en tout cas pas les pressions des populations. C'est la course à la puissance, avec le complexe militaro-industriel, qui a été perdu et qui a entraîné la crise et le choix des réformes.

Le problème n° 1 est celui de la décommunisation. Il y a eu des formes d'opposition qui existaient mais ont été utilisées par le régime pour se reproduire encore mieux. Staline l'avait déjà fait avec des clins d'oeil aux valeurs nationales. Maintenant toutes les forces politiques contestataires d'avant guerre constituent des petites minorités. Les principales forces actuelles sont liées au parti communiste, en sont sorties pour devenir anticommuniste.

On a l'impression que l'ancienne classe dirigeante n'a pas réagi face à des événements qui semblaient vouloir l'éloigner du pouvoir. Mais ce n'est qu'une illusion. En fait cette ancienne classe dirigeante profite de cette situation et il faudrait analyser comment elle se recompose et quels sont les axes de cette recomposition.

En Roumanie, par exemple, la reconversion s'est opérée dans un grand désordre politique et idéologique : depuis l'allégeances aux formes communistes orthodoxes jusqu'aux expressions fascistes les plus invraisemblables. Il y a une utilisation forcenée des institutions pour se reconvertir dans le privé. La Securitate, malgré tout, représentait ce qui fonctionnait dans la société si bien que ceux qui y étaient sont en bonne place pour opérer cette reconversion car ils en connaissent les rouages, la comptabilité, par exemple, des sociétés qui passent au privé ; on est obligé de faire appel à eux et ses anciens membres peuvent les acheter à bas prix. Idem en Pologne : physiquement ce sont les mêmes que dans l'ancien régime.

UN NATIONALISME PROFOND OU DE SURVIE ?

Le vrai problème c'est que s'est installée une problématique fondamentale de survie . Un exemple : le nationalisme roumain qui mobilisait beaucoup, a été très fort au départ en Moldavie si bien que PCR a fini par céder en partie aux revendications de cette lutte nationale. Après "le coup d'Etat", on s'aperçoit maintenant que les Moldaves ne veulent plus la réunion avec la Roumanie. Il y a bien eu une tentative de la population roumanophone de Moldavie pour renégocier son statut et pour peser davantage, mais la réunion avec la Roumanie ils s'en foutent. Et pour une simple raison c'est que la Roumanie va mal. Si elle allait bien il en serait tout autrement. C'est une problématique de survie. Les dirigeants communistes ont suivi en Moldavie : ils sont devenus nationalistes mais en ménageant des portes de sortie ce qui les place maintenant en meilleur position que les premiers nationalistes anti communistes. Il faut se poser le problème de la consistance du nationalisme aussi en Union soviétique.

Autre exemple, l'Ukraine, sauf en sa partie occidentale, n'a aucune raison d'être nationaliste sauf pour s'en sortir. L'homme fort, Kravtchuk, ancien communiste, a retourné sa veste in extrémis au moment du putch et a pris la place promise à un pur nationaliste. Il a été élu sur une base de compromis entre les nationalistes purs et durs et une sorte de pragmatisme avec comme base l'intangibilité des frontières de l'Ukraine : des régions russophones comme le Dombass et de Crimée ne seront plus en Russie et ont voté pour l'Ukraine pensant s'en sortir mieux. C'est là encore une problématique de survie. Mais cette problématique est tout à fait réversible.

La nationalisme comme la question religieuse, n'est en fait pas l'élément déterminant et est moins important qu'on le croit. En fait le discours religieux, en Pologne par exemple, devient marginal, alors que c'était la seule force organisée. Mais elle ne peut accompagner le processus actuel de paupérisation. Elle ne peut rien faire par rapport aux nouvelles valeurs libérales. Idem pour le nationalisme.

L'éclatement de l'empire soviétique est relatif. La pression de la Russie est toujours énorme. Elle essaie de transformer l'ancien Empire en union économique et monétaire, en zone rouble. Les anciens bureaucrates se reconvertissent mais la question est : pourront-ils fonctionner comme des entrepreneurs, et là, on peut avoir des doutes même s'ils sont les mieux placés.

Une autre hypothèse est que la décomposition de l'union soviétique est le prélude à une décomposition de la Russie d'où une réaction grand russe possible. Et le reste du monde ne peut pas la laisser s'effondrer en vase clos : il y a des armes, des fusées, des centrales nucléaires...

Franck

Les communistes avaient monopolisé l'idée de la nationalité. D'un coté ils calmaient les "excès" nationalistes en donnant des territoires mais de l'autre ils semaient des germes d'opposition en accusant ces nationalités et en favorisant en partie le racisme. De plus, l'ancien régime donnait comme modèle les normes occidentales en se comparant toujours à l'étranger et cela a favorisé cette fascination sur l'occident.

Nicolas

L'attitude occidentale vis à vis des nationalismes relève du mépris, il y a inquiétude maintenant, alors qu'avant, ces attitudes étaient encouragées ! On n'imaginait pas que la décommunisation entraînerait autant d'Etats Nations. l'Europe est inquiète vis à vis de ces nationalismes alors que cette Europe s'est faite, jadis, sur la base des nationalismes allemands, français, etc. Maintenant l'Europe découvre les avantages des structures transnationales. Elle veut faire le gendarme et n'arrive pas à le faire.

Guy

On a quand même l'impression que par moment il peut y avoir une logique nationaliste qui s'autonomise. Dans les pays baltes les russophones ont voté pour l'indépendance des pays baltes en dépit de la tentative de Moscou de jouer sur cet éventuel antagonisme. Moscou a loupé son coup. Le problème c'est que les Lettons, par exemple, disent que maintenant les russes doivent partir ; là il peut y avoir autonomisation du facteur national d'autant que beaucoup de ces nationalismes sont une réaction au nationalisme grand russe. Ce qui est décisif c'est ce que fera celui-ci. s'il devient agressif, les autres nationalismes, même s'ils n'avaient été qu'affirmation positive, peuvent se transformer en une spirale mimétique.

NE PAS SE DEBARRASSER DE LA QUESTION NATIONALE

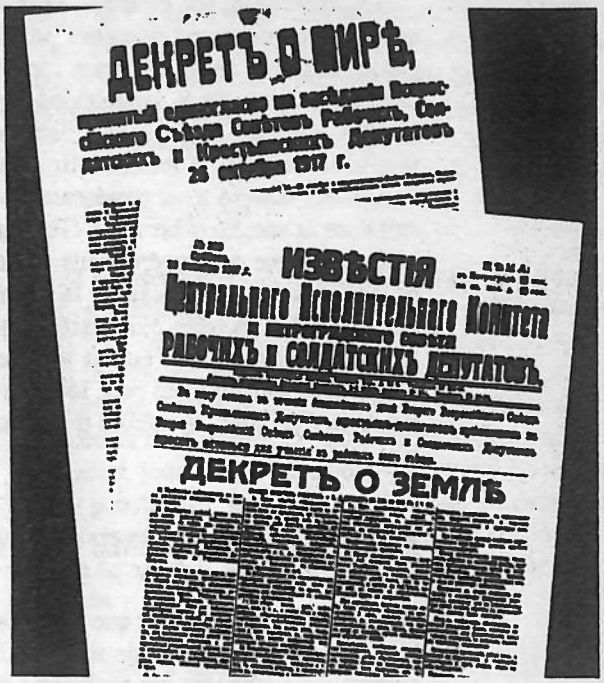
Claude

Il faut être plus précis sur la question du nationalisme. Il y en a d'artificiels qui sont le résultat, en partie, de manipulations de la part du pouvoir ; mais on ne peut manipuler que ce qui existe déjà un peu : des sentiments nationaux, une histoire, une culture, éventuellement un contentieux qui peut remonter à loin, mais qui est encore là. On ne peut se débarrasser de la question nationale en disant que c'est seulement le résultat d'une manipulation du pouvoir ou bien en disant que c'est le retour de vieux démons, de sentiments archaïques à mettre sur le compte d'une primitivité dont on se demande bien d'où elle viendrait. Il faut distinguer non seulement le nationalisme des dominants et celui des dominés, mais encore d'autres cas différents qui font qu'on ne peut traiter cette question d'un seul coup, en la simplifiant.

Après le putch d'août, et la décomposition définitive de l'Empire, on assiste à un investissement massif de populations entières dans un nationalisme qui n'était pas le résultat d'une manipulation du pouvoir (dans les pays baltes, en Arménie...) ; tout de suite, ces populations ont profité de la brèche ouverte pour déclarer l'indépendance et constituer un cadre national. Ce n'était pas seulement un objectif des dirigeants car si objectif il y avait, il a en tout cas rencontré de sérieux appuis dans la population.

Nationalisme de survie où chaque peuple fait ce qui lui semble le plus apte à préserver ses intérêts du moment, ou nationalisme de panique où on se rassemble sur la significaion la plus proche, en ces temps d'incertitude et de décomposition : se retrouver ensemble ?

Car il y a non seulement des comptes à règler avec la puissance impériale, après 70 ans d'oppression avec les résultats catastrophiques que l'on connaît, mais aussi une image que les sociétés ont d'elle-mêmes et qui n'a rien de scientifique ou de réaliste, qui est largement mythique et fantasmagorique, mais qui existe et est déterminante, et qui implique souvent la représentation qu'ont ces sociétés de ce qui s'est passé 10 siècles auparavant (Arméniens et Azéris avançant des arguments "imparables" sur la possession de tel ou tel territoire) : les sociétés vivent une mythification de leur propre existence et on ne peut pas penser que cette signification va se dissoudre du jour au lendemain en expliquant aux gens que tout ça appartient au passé. Au contraire il faut se poser la question de savoir pourquoi dans ces moments-là, (qui ne sont peut-être pas des moments révolutionnaires mais en tout cas de redéfinition collective), ces sociétés ont besoin de s'appuyer et de réactiver l'image de leur propre histoire... C'est une orientation, un besoin dont on ne peut pas se débarrasser en disant qu'il est primitif et dont on ne peut pas penser que ses effets négatifs ou positifs (car il y a aussi des effets positifs : ça contribue à désagréger une puissance impériale qui a maintenu des peuples dans le sous-développement) vont disparaître du jour



au lendemain parce que les gens comprendront que c'est archaïque ou primitif. Les significations dont cela est porteur ne peuvent se résumer à un simple nationalisme de survie (savoir dans quel cadre national il est plus avantageux, à un moment donné, de se trouver). Cela n'est qu'un élement qui intervient parmi d'autres : par exemple les Arméniens qui ont trouvé un temps que pour eux il était plus avantageux de se trouver dans un cadre super national (la Russie)... ce qui s'est révélé faux, puisque finalement ce cadre national ne les a pas protégé des Azéris, Turcs et autres.

Chaque cas présente une multiplicité de significations qu'il est difficile de démêler.

Dans la conjoncture actuelle de confusion, d'absence de perspectives, de crédibilité des mesures prises par les dirigeants, il y a plutôt un nationalisme de panique : une signification qui se rajoute aux autres : on se rassemble sur la signification la plus proche à savoir se retrouver ensemble. C'est évident pour les Arméniens.

AVENIR ET PERSPECTIVES

Nicolas

En Roumanie beaucoup de jeunes refusent l'affairisme et sont sont dégoûtés : ils subissent, sans nostalgie pour le passé, sans repères, mais en accumulant de la haine. Que va donner cette haine, c'est un problème ? C'est pareil en Pologne et un peu aussi en Russie où quand même il y a une forme de survie d'une culture alternative avec de petits groupes qui maintiennent des choses ; mais là, la mémoire n'est valable que pour une minorité, entre ceux qui se sont transmis la parole. Ça ne s'est pas étendu dans la société. En Russie il y a une mémoire dans le sens que le flambeau a été repris, c'est bien, mais la socié-

té n'est pas concernée, c'est un microcosme. C'est quand même là qu'il y a des choses à faire. Mais là où il n'y a pas ces embryons de culture alternative, je me demande ce qui peut être fait. Je ne vois pas les voies qui iraient dans le sens d'une résolution de la crise morale, d'une recherche pour résoudre les problèmes éthiques, de manque de repères, de malaises.

Il y a un danger d'extrémisme de type fasciste à partir de cette haine fantastique : haine de la corruption mais qui, vu l'absence de repères et de débat, entraîne une volonté d'Etat fort et de contrôle. Il y a des formes de rencontre entre le communisme et le fascisme : par exemple, il y a eu des réunions en RDA entre anciens dirigeants communistes qui disaient "vous (les néo-nazis) et nous, nous sommes socialistes".

Rester anticommuniste est indispensable là bas, et il faut aller jusqu'au bout ; même s'il y a des formes d'engagement anti communiste qui sont conservatrices et nationalistes, elles ont peu de poids... Il faut donc aller jusqu'au bout de cet anti communisme.

Claude

En ce qui concerne les perspectives sociales, on a pensé que le régime soviétique constituait un cadre et une expérience qui éventuellement permettrait aux masses de chercher autre chose que simplement aspirer au mode de vie capitalisme. On le pensait car on avait vu en Tchécoslovaquie, en Pologne, une opposition au pouvoir constituant un cadre favorable à un mouvement social radical : quand l'adversaire est bien désigné, bien situé et qu'en face de lui il y a une large fraction du peuple, on peut penser que, sur cette base, pourrait se développer un mouvement social radical avec des perspectives (on l'a vu avec Solidarité). Mais c'était un mouvement d'opposition qui dans la réalité a contribuer à affaiblir le pouvoir, à le miner de l'intérieur, mais qui n'était pas porteur, contrairement à ce qu'on croyait, de projets sociaux radicaux. Lorsque le pouvoir s'est décomposé ce qui est resté ce ne sont pas des projets sociaux mais la récupération d'un mode de vie dont les gens rêvaient depuis longtemps et dont l'image était fournie par l'Occident. Ça n'allait pas beaucoup plus loin.

Mais d'un autre côté des courants politiques ont foisonné, il n'y a pas vraiment d'inertie sociale. Mais il faut probablement toute une séries d'étapes avec des expériences nouvelles à faire, un chemin à parcourir, certainement dramatique, pour que les sociétés puissent se poser le problème social, en dehors de l'image mythique apportée par l'Occident.

Qu'est ce que les libertaires peuvent avoir à dire ou a proposer ? La première question est de savoir qu'est-ce que les libertaires peuvent penser spécifiquement, en tant que libertaires, de ce qui se passe. Les analyses que nous faisons, elles sont bonnes ou mauvaises, mais qu'est-ce qu'elles ont de libertaire ? Y a-t-il un point de vue spécifique libertaire (ce qui veut dire davantage que radical, ou révolutionnaire...) sur cette question ? Il me semble que cette spécificité il faut la chercher dans ce que les libertaires ont à dire de l'Etat Nation. Je pense que la forme Etat-nation qui est généralisée et qui va recueillir les débris de l'ex-empire soviétique, est incapable de résoudre les problèmes sociaux et nationaux. C'est une forme qui n'est pas apte à résoudre et à satisfaire les aspirations nationales (pas plus que les problèmes sociaux fondamentaux)... ce qui conduit au thème libertaire sur l'Etat. A part ça je ne vois pas quel point de vue spécifiquement libertaire on peut proposer.

Une autre question est de savoir si le patrimoine que représente l'ex-URSS sera gaspillé (pillage par l'Occident) ou géré en bon père de famille (plan Marshall) ; des zones seront-elles récupérées car intéressantes pour être mises en valeur et d'autres abandonnées ? Les pouvoirs occidentaux seront-ils capables de mieux faire que le régime précédent ?

Guy

Toute l'histoire de la Russie consiste à ne pas se faire piller par les pays avec lesquels elle est en contact. Elle s'en est toujours sortie par une solution militaire. Donc ou bien la Russie se décompose ou alors il y aura une réaction, même militaire. Mais les données militaires ont changées (on n'est plus au 19ème siècle). Un putch peut marcher au niveau de la Russie. Ça peut être aussi la fin de la Russie qui deviendra une zone de pillage.

Les investissements ne concernent que les matières premières et on n'a pas du tout l'impression d'un plan concerté au niveau mondial. On peut tout à fait imaginer que l'Occident sera incapable de gérer ça autrement qu'au coup par coup. Ce qui sera redoutable pour les populations qui finiront par regretter Staline.

Ce qui a été remarquable dans la renaissance d'un mouvement ouvrier c'est sa capacité d'organisation. Quand le mouvement se met en marche, c'est impressionnant. En avril 91, En Bielorussie, le pays le plus

soviétisé où il n'y avait aucun mouvement social, en moins de trois semaines il y a eu des conseils d'usine fédérés au niveau de la Bielorussie ; mais ça s'est arrêté brusquement. Le projet de faire un Solidarnosc panrusse a existé (confédération du travail en 90), ça n'a pas réussi. Mais il peut quand même y avoir encore des surprises.

Franck

Les réponses des libertaires dans les pays de l'Est sont inexistantes. Il y a deux générations, les anciens qui vivent sur le passé et les jeunes qui n'ont pas de passé. Il y a des haines de génération. L'impuissance fait que chacun tape sur le voisin ou se bourre la gueule.

Un participant

La partie la plus développée du monde a perdu son adversaire principal et d'une certaine façon sa raison d'être. Il va y avoir des répercussions chez nous. Il y a la tentation de chercher d'autres ennemis, le Sud, les Japonais, mais ce n'est pas forcément crédibles car ils ne sont pas assez forts. Il y a des alibis qui disparaissent ainsi qu'une fausse réponse. En fait le problème central est chez nous.

Guy

Une des raisons d'existence de la communauté européenne c'était précisément le risque d'invasion soviétique. Maintenant il va y avoir des problèmes. L'Allemagne est au centre de la cohésion de l'Europe mais elle est aussi au contact de la crise de l'Est. Les répercussions peuvent se manifester là, tout de suite, de manières variées.

JP

Cette crise morale des identités et des croyances concerne-t-elle seulement les pays de l'Est. Elle ressemble étrangement à celle que l'on constate dans les pays occidentaux. ou il y a une crise de l'idéologie et des grands mouvements sociaux. Je crois aussi que la seule spécificité des libertaires c'est effectivement le problème de l'Etat nation, mais ce n'est pas spécifique aux ex-pays de l'Est. On en est au tout début : Afrique, Amérique latine, Europe. Cette crise d'identité, à l'Est, soit on l'examine seulement comme la crise du bolchevisme, du capitalisme d'Etat, de la bureaucratie, d'une partie du monde, soit on considère que c'est le symptôme d'une crise beaucoup plus générale de l'organisation sociale de la planète et dont la premiere fracture criante à été à l'Est. Ne pas penser, en tout cas, que d'un côté il y a un monde stable et de l'autre un monde qui s'est effondré et qui va rejoindre le fonctionnement de ce monde stable sans problèmes.

Le bulletin n° 13 des *Mauvais jours finiront* vient de sortir.

Il s'inscrit dans la série des numéros 7, 7 bis, 7 ter, 9, 9 bis et 11 qui portent tous sur la situation de l'Union soviétique des dernières années. Ce numéro est composé pour l'essentiel des chroniques de l'année écoulée parues dans *Courant Alternatif* et d'une discussion sur le rôle attribué au marché parue dans *Noir et Rouge*.. Le commander à Les Mauvais jours finiront, s/c L'Herbe rouge, 1 bis rue d'Alésia, 75014 Paris ou à CA (15 F + port).

RÉUNIFICATION ALLEMANDE : LA FIN DU REVE !

S'il vous arrivait de penser un jour, par hasard, que l'ex-RDA est sur la voie de l'appauvrissement, jamais vous ne passeriez pour ridicules. Non seulement le nombre de sans-abris et de clochards est en augmentation constante, mais d'après les avertissements lancés par nombre d'instituts économiques, aucun signe de croissance ou de nouvel essor n'est encore en vue. C'est plûtot l'adieu aux illusions de la réunification.

Que se passe-t-il lorsque les politiciens ne veulent pas voir les choses en face ? C'est ce que l'on peut observer en Allemagne depuis un an. Ils délaissent les citoyens de seconde zone, laisse règner l'incertitude en ce qui concerne les coûts, les sacrifices, et les difficultés inévitables liées au processus de réunification. La presse nationale populaire (Le groupe Springer : Bild, die Welt...) essaie en vain de créer un effet psychologique avec de grosse manchettes du genre "L'essor de l'Est est là", mais de fait, l'essor est absent et les antagonismes entre allemands de l'Ouest et de l'Est vont croissants.

Certes les instituts Est-allemands prévoient pour 92 une croissance d'environ 10% dans l'ex-RDA, mais il ne s'agit que d'un phénomène mécanique et fictif, après le "Kollaps" (chaos, effondrement) de l'année 90-91. Bien au contraire, l'Allemagne de l'Est touche le fond et menace d'y rester longtemps.

Pour éviter que l'ex-RDA ne plonge encore plus bas, le gouvernement fédéral a obtenu au forcepts des milliards de subventions mais il est aujourd'hui au bout de ses capacités : pour 1992 le budget alloués à la réunification atteint 170 milliards de mark, soit, à titre de référence, près de 50% du Budget de l'Etat francais!

Pour l'Etat, il n'y a pas d'autre choix que de réduire drastiquement le droit du citoyen au partage du produit social. Les propositions des instituts paraissent irréalistes. Les salaires et les traitements à l'Ouest ne devront pas dépasser une augmentation de 5% pour 1992. Dans le cas contraire, l'inflation serait attisée et la Banque Fédérale contraite d'augmenter les taux d'intérêts.

Vous l'avez déjà sans doute lu : en général, tous les syndicats de quelques corporations que ce soit, exigent plus de 10% d'augmentation des salaires. L'Etat fédéral évidemment ne concède que la moitié. Seuls les sidérurgistes de l'Ouest sont allés plus loin, jusqu'au vote de la grève à 87%, qui a permis au syndicat IG Metall des négociations de dernières minutes, et en définitive une augmentation de salaires de 6,34%...

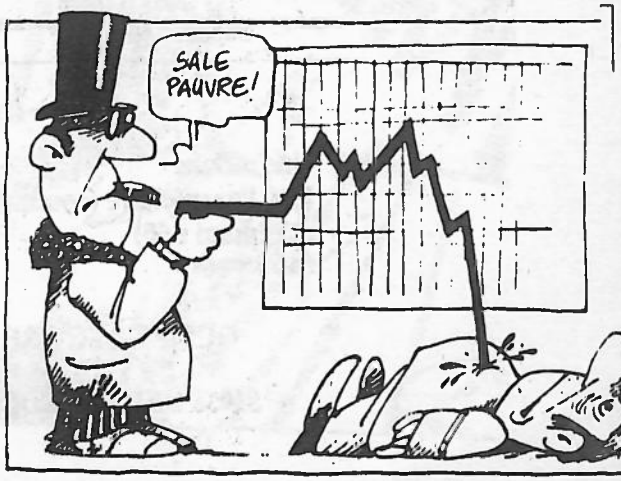
EXEMPLE DE L'APPAUVRISSEMENT D'UNE RÉGION

Un député CDU, Wolfgang Engelmann, dresse ainsi la présentation de sa circonscription électorale de Saxe (Zschopau-Stollberg- Annaberg, au sud de l'ex-RDA), devant un parterre de 62 autres députés CDU de l'Est, devant Kohl, et devant des conseillers économiques du "Chancelier".

L'industrie textile est presque immobilisée, l'entreprise DKK Scharfenstein, qui fabrique des appareils ménagers pour la marque FORON est au bord de la faillite, tout comme le constructeur de motocycles MZ de Zschopau. « Si ces deux entreprises ferment, toute la région s'effondre et alors il risque de développement d'un foyer d'agitation».

Manfred Kolbe (CDU de la circonscription voisine Grimma-Oschatz-Döbeln) redoute pour sa part que le chômage dans la ville de Harta ne culmine à plus de 80% : 5 entreprises sont menacées de fermeture ou de faillite.

De tels tableau sont dressés par pratiquement tous les députés de l'ex-RDA, cconsidéré de ce fait comme des moins que rien par leurs alliés politiques de l'Ouest. On assiste ainsi à des oppositions au sein de la CDU entre Est et Ouest, et la menace « attention, ici il y a 63 voix de l'est » s'est déja faite entendre à propos des prévisions budgétaires de 1992.



VERS DES DIVISIONS POLITIQUES EST-OUEST

Les députés de la CDU est allemande commencent ainsi a épouser les positions défendues depuis plusieurs mois par le SPD, Bündnis'90 (Alternatif, autonomes) et les Verts, et considèrent que la stratégie de la Treuhandanstalt (organisme chargé de la privatisation économique de l'ex-RDA) qui est de vendre le plus rapidement possible les entreprises de l'Est ne règle aucun problème de la crise économique et sociale des nouveux Länder.

Les députés de l'Est, ainsi que les électeurs regardent avec toujours plus de morosité comment la Treuhand met en pièce et vend aux investisseurs de l'Ouest l'énorme combinat industriel de l'ex RDA, qui était rappellons le la plus riches des "démocraties populaire".

La Treuhand justifie ainsi son procédé d'action : « Aucun acheteur n'étant trouvé pour les grosses entreprises socialistes, souvent jumelées arbitrairement. La "mise en morceau" s'avère donc indispensable pour accélerer la privatisation de l'économie Est Allemande ».

Les parlementaires CDU veulent stopper ce procédé. L'Est souhaiterait conserver les grosses entreprises autonomes en tant que noyau industriel, afin que les entreprises moyenne se regroupent, créent des emplois et se soucient de la croissance. Le souhait des 63 députés CDU de l'EST serait que les entreprises décident d'elle même de leur structures, se retirent de la Treuhand, évitant la mise en pièce et la braderie.

Le chiffre de 15 entrepries décidant elles-mêmes selon ce schéma hante les débats à Bonn. 15, parmi lesquelles le constructeur d'engin de terrassement TAKRAF, le constructeur de machine SKET, et les chantiers navals de la Ostsee. Mais rien n'est décidé, et l'ex-RDA n'en fini pas de plonger dans le chaos.

UN DÉSASTRE SOCIAL

Les derniers chiffres du chômage recencent 300 000 chômeurs de plus pour janvier, en raison de la "suppression du réglement exceptionnel des travailleurs à temps réduit".

Dans les nouveaux länder, il y a pour janvier 92, 1.343.400 chômeurs, c'est à dire 16,5% de la population active de l'ex-RDA. Ils était 305.700 de moins en décembre, et "seulement" 757.200 en janvier 92. S'ajoute à ces chiffre catastrophiques, 2 millions de chômeurs partiel (qui pour la plupart travaillent pour moins de 50% de leur temps habituel) et 1,3 à 1,5 millions de chômeurs camouflés, actuellement dans des contrats de formations ou des programmes de crétaions d'emplois...

Le nombre des travailleurs à temps partiel a été divisé par 2 et est tombé à 520.000. Néanmoins les autorités cherchent toujours à faire illusion, tel le président de la Bundesanstalt (haute autorité fédérale qui s'occupe en partie de l'administration et de la recherche) Heinrich Franke « le pire est presque derrière nous ». Cependant, le nombre de créations d'emplois pour l'ensemble de l'Allemagne en décembre 91 était d'environ 20.000, soit 10.000 de moins que pour novembre 91. Ainsi, la dynamique économique qu'avait connu l'Ouest en raison des 41 milliards de mark de marchandises absorbées à l'Est après le 3 octobre 1990 s'essouffle. Le syndicat DGB parle de désastre.

Joao, Erlangen
février 92

"On nous parle de crise... on restreint nos libertés !"

Réagissons, exigeons

- la liberté de nos corps
- l'avortement et la contraception libres et gratuits sans restriction
- l'égalité réelle dans l'emploi
- la diminution effective du temps de travail pour un partage des tâches domestiques

ON DOIT GAGNER !

ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE • REVUE COURANT ALTERNATIF
CP [illegible] • BP 1213 • 51058 REIMS CEDEX

Une affiche
1,40 l'exemplaire (commande minimum : 50)
Port compris

OCL/EGREGORE
BP 1213,
51058 REIMS CEDEX

LES JAUNES

Reims 12 février 1992, 15 heures :
Devant le grand théâtre de Reims s'agglutinent quelques centaines de personnes, rassemblement anodin comme il en fleurit d'autres (avec un mois d'avance sur le printemps) par ici, par là, en province et à Paris.
Un gémissement sombre et une litanie lugubre s'échappent de quelques gorges enrouées — je cite : « Jospin tu es un gros méchant avec ta réforme ! », « Jospin tu n'est pas gentil avec nous ! »... — pétales oraux de la fine fleur de l'Education nationale.
O toi, passant hasardeux, batifolant près de là, prends garde ! Ne t'attarde pas !
Les jaunes sont là !
« Oui, oui, Jospin c'est pas bien ce qu'il fait là ! »
Mais toi prof de fac, l'Universitaire, Monsieur majuscule à ton Nom, toi qui craint la décrépitude de ton grec classique et ton latin ancien, tu ne te sentais pas concerné il y a trois ou quatre ans quand la réforme prenait corps. il est vrai qu'à l'époque, on avançait simplement vers la livraison des étudiants aux mains du patronat ; ça n'avait aucune importance pour toi, mais maintenant, ton agrégation chérie risque de ne plus être qu'un lointain souvenir, alors, la réforme commence à t'inquiéter.
Les jaunes sont là !
« Oui, oui, Jospin, c'est p'tre pas un socialiste gentil ! »
Et toi l'étudiant, sapé comme un jeune marié pour ta première manif, tu ne te sentais pas concerné non plus il y a deux ou trois ans par les décrets qui s'amoncelaient. Tu me disais : « ça serait une vraie réforme, ça se saurait, de toute façon, je ne fais pas de politique... » La pensée d'être licencié tout court plutôt qu'en histoire ou philosophie t'angoisse métaphysiquement. Mais est-il encore temps ?
Les jaunes sont là !
Tiens ! V'là les petits lycéens suivis de leurs enseignants bien aimés ; opprimés et oppresseur se retrouvent main dans la main.
Tu dis qu'elle est pas bien la réforme, camarade professeur, mais qu'as-tu fais pour informer les élèves ? Qu'as-tu fait pour lever les sanctions disciplinaires qui pesaient contre les lycéens grévistes ?
Il est vrai que la défense de ton porte monnaie te motive plus que le combat contre la réforme. De plus, ça t'arrange un peu quand même la sélection et la professionnalisation de tes élèves ; ça fait toujours des mômes qui ne te feront plus chier en classe, ils seront, soit sur des machines à être payé que dalle, soit au chôme-due.
Les jaunes sont là !
Voilà même un lycéen ! Tu viens réclamer des flics supplémentaires dans ton bahut ? On ne t'en as pas assez donné en 1990 ? C'est vrai qu'un flic, ça évite de se poser des questions, et ne plus se poser de questions, c'est éviter de penser; ne plus penser à un avenir merdique, vivre le présent du « meilleur des mondes » comme un « Béta moins ».
Les jaunes sont là !
Anciens du PSU, Maos désillusionnés, socialos nostalgiques, syndiqués et non syndiqués, fossiles réactionnaires et droitiers refoulés, ceux qu'on attendait plus, ils sont tous là pour la promenade ! On précarise des millions de jeunes de nos enfants qu'on livre cerveaux et poings liés aux entreprises, semi-esclaves du libéralisme de demain, et pendant ce temps-là, chacun manifeste pour son petit bout d'avantage et de privilège.
Il souffle un vent de réaction dans vos défilés, la révolution et les Lendemains qui chantent sont des dieux morts en holocauste, piétinés par vos préjugés et vot'morale.
Vous êtes les jaunes et pour cela, je vous crache à la gueule en me torchant avec la réforme d'un dénommé Jospin qui vous regarde hilare et qui s'en va d'un pas léger vendre au grand capital l'avenir de nos enfants.

V.P.V.D. Reims.

Pour ceux qui pensent que la méchante réforme du sinistre Jospin ne date que d'hier, un petit rappel historique s'impose :
1966 : L'Enseignement de masse pose des difficultés au patronat qui ne peut plus avoir une main d'œuvre bon marché, relativement qualifiée, ignorante de ses droits.
1968 : Le mois de mai est chaud et beau.
Années 70 : Réformes Debré, Fontanet, Haby.
1985 : conférence organisée par Coudamne, ancien président de l'Université Paris XIII ; structuration de la future réforme Devaquet.
1986 : Réforme Devaquet mise en échec par la rue (je sais mon sens de l'humour en a toujours surpris plus d'un...)
1988 : Rapport Coudamne sur la réforme de l'enseignement supérieur.
1989 février : mise en place d'une loi pour réformer l'enseignement d'après les conclusions des conférences Coudamne-Jospin-Patronat.
1989 juillet : Loi d'orientation Jospin ; ensuite vont suivre des dizaines de décrets structurant cette réforme, **Victoire du patronat dans une bataille au aura duré 26 ans.**

50 francs les 5 briquets (port compris)

AFFICHE

SI LES ELECTIONS POUVAIENT VRAIMENT CHANGER LES CHOSES ELLES SERAIENT INTERDITES DEPUIS LONGTEMPS

ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE - MENSUEL COURANT ALTERNATIF
c/ Egregore, BP 1213, 51058 Reims cedex

Format 72/52, Noir et Rouge fluorescent
150 F les 50 affiches

FLICS ET MILITAIRES AU SERVICE DES CITOYENS

Dans la nuit du 25 janvier, le commissariat de St-Priest, dans la banlieue lyonnaise est attaqué par une voiture bélier. Ce même commissariat qui avait déjà essuyé des coups de feu tirés par des inconnus, la veille de son inauguration par Philippe Marchand, le 27 juin dernier. Le renforcement de l'Etat policier ne plaît décidément pas à tout le monde.

début janvier : mort de l'ex-inspecteur Louis Souchon, un policier zélé qui, le 29 octobre 1965, emmena l'opposant marocain Ben Barka vers la villa d'où il devait disparaître... pour ne jamais plus réapparaître.

17.01 : Quatre policiers municipaux de la ville de la Tremblade (Charentes maritime) sont inculpés de création et de fichiers illicites (voir CA n° 14). Ils avaient constitué un répertoire informatique recensant les infractions aux décorations de 250 des 3500 habitants.

21.01 : Pascal Martini, secrétaire général de la CGT-police, et Roger Ramires, secrétaire adjoint ont été inculpés d'escroquerie dans l'affaire de la société CIPE. Des démarcheurs de cette société mettaient « au pied du mur » des entreprises afin d'obtenir de leur part des encarts publicitaires dans la revue « la voix de la police », organe de la CGT-police. On a beau être à la CGT, quand on est flic...

25.01 : 5 jeunes nationalistes basques sont matraqués par des membres de la section d'intervention de district (SID) alors qu'ils tentaient de porter la contradiction dans une réunion publique du PS (voir CA n° 16). Quelques jours plus tard ils annoncent le dépôt d'une plainte, leurs arrêts de travail totalisant 46 jours (21 jours pour le plus sérieusement atteint).

25.01 : Dans les Yvelines, des policiers ouvrent le feu sur une voiture qui venait de forcer leur barrage. Les balles traversent le pare-brise, heureusement le conducteur et la passagère (tous deux mineurs) en sortent indemnes.

25.01 : Un employé de le ville de Fontenay-sous-Bois accuse les policiers de la ville de lui avoir fait subir ce jour-là « pendant plus d'une heure, un interrogatoire musclé le conduisant à l'hôpital avec des contusions multiples et une fracture du pied entraînant 45 jours d'arrêt de travail ».

27.01 : Thibault, 13 ans est abattu dans une cave qu'il tentait de cambrioler, à Asnières. Le gardien de la paix, Antoine Belmonte sera inculpé le lendemain d'homicide involontaire. A noter qu'un deuxième gardien de la paix ayant, lui, aussi fait usage de son arme sans toucher Thibault, avait déjà reçu un blâme après une interpellation mouvementée.

27.01 : Descente de police mobilisant deux compagnies de CRS et 75 inspecteurs au foyer Manouchian de Vitry-sur-Seine (rendu célèbre en 1980 pour avoir subi assauts d'un bulldozer lancé par la mairie communiste). D'après les témoignages des résidents, sous prétexte de trouver de la drogue, les chambres sont fracassées, les attachés-cases sont fracturés, les économies sont saisies.

28.01 : Nouvel épisode dans l'affaire des Irlandais de Vincennes. Bernard Jegat, qui à l'époque avait servi d'indic, accuse devant la cour d'appel de Paris, le capitaine Barril (ancien membre de la cellule anti-terroriste de l'Elysée). Ce dernier, selon Jegat, jamais poursuivi, a de lourdes responsabilités dans l'affaire : c'est lui qui aurait amené les armes au domicile des Irlandais, justifiant leur arrestation. Si la cour d'appel retient l'accusation, Barril peut être poursuivi pour atteinte à la liberté, un crime passible de la cour d'assise. Arrêt le 25 février.

29.01 : En novembre 90 était démantelé à Lyon le gang des postiches, composé de flics lyonnais et de voyous, accusés d'avoir commis une centaine de hold-up dont certaines attaques sanglantes de convoyeurs de fond. En marge de cette affaire, on découvrait une escroquerie bancaire impliquant trois policiers. Jugés, ils ont été condamnés à des peines de prison allant de 15 mois ferme à deux ans ferme.

28 et 30.01 : En moins de 48 heures, deux personnes meurent au commissariat central de Bordeaux pendant leur garde à vue. Le premier, présenté comme un toxicomane fraîchement sorti de taule, avait été interpellé pour tentative de vol et violation de domicile. Le second, sans domicile fixe, ramassé sur le trottoir de Bordeaux, avait été placé en chambre de « dégrisement » du commissariat, après que l'hôpital de la ville ait refusé son hospitalisation. Une information a été ouverte pour rechercher les causes de sa mort.

30.01 : A l'occasion de la diffusion sur TF1 d'un film inspiré de l'autobiographie de l'ex-inspecteur N'Guyen Van Loc, fondateur du GIPN de Marseille (effarant auto-plagiat téléfilmique, cinématographiquement nul, philosophiquement risible), celui-ci déclare à la presse : « je ne crains pas de dire que parfois une bonne paire de gifles est plus efficace qu'un PV de procédure ».

31.01 : A Lyon, inculpation d'un sous-officier de l'armée de terre pour « attentat à la pudeur avec contrainte ou surprise ». il entraînait des jeunes gens venus faire leurs trois jours, dans les douches du mess des officiers et procédait à des attouchements.

Fin janvier : Dans l'affaire de la tour de la BP de la Défense, (dont l'un des principaux inculpés est le promoteur Christian Pellerin), de nombreuses suspicions planent sur les policiers. Plusieurs collègues du brigadier Daniel Voiry (celui qui blanchissait l'argent des malversations dans sa société UROCEN, fut retrouvé suicidé le 6 décembre 1990) sont entendus par le juge Jean-Luc Delahaye.

7.02 : Selon l'hebdomadaire VSD, les RG étaient au courant qu'une liste de libanais ayant manifestés contre le venue du président du Liban Hraoui, le 21 octobre dernier (l'affaire qui avait fait du bruit en décembre dernier s'était achevée par les aveux du brigadier-chef du commissariat du XVIe arrondissement de Paris). l'information aurait dû être transmise par les RG au ministre de l'intérieur Philippe Marchand, ce qui n'a pas été fait. Affaire négligée ou étouffée ? Officiellement l'omission est expliquée par l'Etat de santé défaillant du commissaire des RG charge de faire remonter l'info.

8.02 : A l'occasion de la diffusion d'une émission sur les garde à vue à France Culture, il est rappelé que la police, dans ces situations et au regard de la loi, n'a quasiment aucune obligation : ni de faire part au suspect (ou au témoin) de la raison de sa garde à vue, ni de prévenir sa famille, ni de lui donner à boire et à manger. Elle est simplement tenue, si la garde à vue est prolongée de 24 heures, de commettre d'office un médecin et de faire déplacer un magistrat. (Nous verrons bien maintenant comment les récentes modifications proposées modifient dans les faits les droits des prévenus).

10.02: La cour d'appel de Versailles relaxe une congolaise de 36 ans accusée de coups ou violence sur agent de la force publique, après être sortie du commissariat de St-Cyr l'Ecole en ambulance, victime de nombreuses blessures (voir CA n° 16) en novembre 87. Entre temps le policier accusateur, impliqué dans d'autres affaires, a été suspendu.

13.02 ; le tribunal correctionnel de Pau juge un réseau de trafic d'armes qui auraient servi dans des hold-up sanglants. Parmi les accusés plusieurs militaires en retraite, CRS, ou douaniers complaisants.

COMMUNIQUE JOEL LAMY

Si nous sommes présents, c'est en solidarité avec Joel et pour saluer en lui le militant anticapitaliste qu'il est. Notre communiqué de presse pour appeler à un rassemblement ici allait dans ce sens. Sa non publication a pu permettre une équivoque. Si Joël a le droit de choisir les démarches qui lui conviennent le mieux pour faire annuler la peine disproportionnée qui le frappe lourdement, notre démarche politique nous dépare des organisations qui ont appelé à ce rassemblement et demandent le retour en grâce. D'ailleurs, nous sommes surpris pour ne pas dire plus, alors que depuis des mois Joël et le comité de soutien ne cessent d'appeler à une solidarité concrète contre cet arbitraire que le frappe, et de se battre contre ce qui le conduit à être incarcéré ! Nous sommes étonnés — répétons-le — de constater qu'il y avait autant « d'amis », autant de soutien de la part d'organisations qui n'ont eu de cesse de l'ignorer. Et pour cause, sa critique en acte depuis la lutte Rufa contre ces dites organisations l'ont marginalisé et de ce fait, isolé, donc livré à la justice. Il est vrai qu'aujourd'hui, il n'est pas là (momentanément) et son militantisme anti-consensuel était aussi encombrant pour la Justice que pour ses nouveaux souteneurs.

(OCL Caen. 04.02.92)

L'AIR DE LA CATASTROPHE

Le lundi 20 janvier au soir, un avion, un Airbus A-320, s'est écrasé en Alsace. Les radios et les télévisions les plus diverses ont immédiatement rendu compte de l'accident, et à profusion. L'indécence de ce battage, avant même que l'épave et les victimes aient été retrouvées, semble à première vue banale. Elle est en tout cas parfaitement conforme à l'abjecte rhétorique du choc dont se nourrit l'industrie médiatique. Si la rapidité de réaction des moyens d'information était déjà surprenante sur le moment, leur insistance au cours des jours suivants lui donne une signification qui dépasse une simple utilisation marchande du "sensationnel".

Les catastrophes "aériennes" (chutes d'avion, etc.) sont en fait classées "catastrophes technologiques", et pour deux raisons. La première, c'est qu'il s'agit de produits techniques complexes (l'Airbus A-320 est même qualifié d'"ordinateur volant"). Et la seconde, c'est qu'il existe un enjeu plus général après tout écrasement d'avion : faut-il ou non maintenir provisoirement au sol les appareils du même type ? (1)

Le lundi 20 janvier, on a de fait assisté à la première "gestion médiatique" d'un accident technologique. Ces méthodes avaient sans doute déjà été rodées pour les catastrophes ferroviaires : l'accident de Melun avait par exemple provoqué une mobilisation médiatique intense. Mais il ne s'agissait pas d'une défaillance technique dans un système technique complexe.

Les médias ont mis au point un "air de la catastrophe" qui consiste à asséner une profusion tétanisante de détails sanguinolents et sans portée, tandis que l'analyse des causes est remise entre les mains d'experts fort peu indépendants. Les irrégularités de l'enquête sur l'accident d'Habsheim (où le premier A-320 s'est écrasé) sont connues. Les mêmes mécanismes sont aujourd'hui à l'oeuvre pour conjurer ou retarder la vérité.

Les réactions officielles au dernier accident d'Airbus ressemblent fort à un entraînement grandeur nature à la gestion d'une catastrophe technique importante. Certaines conditions sont naturellement nécessaires pour une telle gestion : il faut notamment retarder le plus possible la diffusion d'une information exacte, jusqu'à ce que les conséquences meurtrières de l'accident aient cessé de se développer. Les autorités retrouvent alors une certaine marge de manoeuvre. Cette méthode est le produit des études sur les risques majeurs, qui sont en cours d'élaboration depuis plusieurs années.

Les choses en sont arrivées au point où la vieille plaisanterie des groupes antinucléaires : "nous apprendrons l'existence d'un accident nucléaire non par la radio mais par la présence d'un policier devant les portes de chacun de nos militants" est peut-être désormais caduque.

Nous pourrions très bien être tenus informés minute par minute d'une situation de crise dans un réacteur atomique (du moment qu'elle est considérée comme controlable dans certaines limites). Le pluralisme de l'information serait naturellement illustré jusqu'à la nausée par la simultanéité des spirituelles annonces publicitaires qui entrecouperaient les reportages haletants.

L'objectif de cette orchestration sera toujours le même : la défaillance procède d'une cause humaine, tandis que la technique demeure au-dessus de toute critique (la technocratie qui a conçu ces systèmes ne peut s'être trompée).

Dans le cas de l'Airbus, le parallèle avec une catastrophe technique peut aller assez loin : des gens travaillant dans des compagnies aériennes admettent officieusement que les systèmes informatisés de l'Airbus présentent des défauts qui leurrent à l'occasion les pilotes. Non seulement il est maintenant admis que le guidage par balise était parfois mal interprété par l'ordinateur de bord, mais celui-ci comprend aussi à sa manière certaines commandes. Il peut par exemple refuser pendant quelques secondes cruciales une remise des gaz à proximité du sol. Or, les deux précédents accidents d'Airbus A-320, à Habsheim le 26 juin 1988 et à Bengalore le 14 février 1990, ont eu lieu dans ce genre de situation.

Le mensonge officiel peut céder sur beaucoup de choses, mais sa fonction est de retarder le plus longtemps possible les révélations sur un tel sujet.

(1) voir par exemple dans "Etats d'urgence" (défaillances technologiques et déstabilisation sociale) de P. Lagadec (Seuil, mars 1988) le chapitre qui traite de l'accident du DC 10 du 25 mai 1979

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Le dernier week end de chaque mois, une Commission journal (CJ), est organisée, dans une ville différente chaque fois, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisants intéressés au même titre que les militants OCL de la ville en question et que des représentants des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individus. En outre chaque CJ débute par une réunion ou sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisateur immédiatement après la CJ, rédige un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines qui suivent, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.); c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après; il réalise également la maquette.

Ce numéro a été maquetté à ***LYON***

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Egregore, BP 1213, Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

COMMENT S'ABONNER A COURANT ALTERNATIF ?

1 an (10 numéro) ..... 220 F.

Chaque nouvel abonné recevra gratuitement le livre de l'OCL L'*Etat des lieux*

En nombre pour la diffusion

2 exemplaires ..... 390 F.
3 exemplaires ..... 550 F.
5 exemplaires ..... 900 F.
10 exemplaires..... 1450 F.

Chèques à l'ordre de "La galère"
0CL/Egregore - BP 1213 - 51058 Reims cedex
Souscription permanente pour CA : CCP La Galère 38-77 p- Chalons sur Marne.
Abonnement 6 numéros : 140 F. 3 numéros : 70 F.

Courant alternatif
mars 1992
Mensuel communiste libertaire
Correspondance :
OCL/Egregore
BP 1213. 51058 Reims cedex
Dir. Pub. Denis Jean
Imp. Rotographie
Com. par. AS 72313

LA PROCHAINE COMMISSION JOURNAL AURA LIEU A LIMOGES

SOMMAIRE

2. Edito
3. La situation algérienne
7. Livres
8.Logement : deux bilans du quai de la gare
15. En bref
16. L'Eglise et l'Etat contre les déboutés à Strasbourg
20. Capitalisme, patriarcat et syndicalisme
23. Zine et Zique
24.CEI ; Après la dissolution : barbarie ou renouveau ?
33. Humeur : les jaunes (luttes étudiantes)
34. Flics et militaires
35. Accidents d'avion : l'air de la catastrophe

COMMENT CONTACTER COURANT ALTERNATIF ?

AQUITAINE
• CEDA BP 28
33031 **Bordeaux**

CENTRE
• La Commune
BP 1228
45002 **Orléans** cedex

ILE DE FRANCE
• Ruptures : BP 1
94501 **Champigny** cedex

• Courant Alternatif
BP 381
75969 **Paris** cedex 20

MIDI-PYRENEES
• OCL c/o Collectif pirate,
Canal Sud
40 rue Alfred Dumézil
31400 **Toulouse**

NORD/EST
• OCL/Egregore
BP 1213
51058 **Reims** cedex

• La question sociale
B.P. 202
08102
Charleville-Mézières

• GREL
BP 47
10500
Brienne-le château

NORMANDIE
• ASTEVEMU
BP 170
14000 **Caen** cedex

PAYS-BASQUE
• Acratie BP 23
64130 **Mauleon**

PAYS DE LOIRE
• La Galère BP1917
37019 **Tours** cedex

RHONE-ALPES
• OCL
37 rue Burdeau
69001 **Lyon**

SUD-EST
• La Galère BP 117
06333 **Grasse** cedex

Ecrire au journal pour **Longwy et Nantes.**